

TIPASA

Tebboune inaugure l'usine de dessalement «Fouka 2»^{P. 2}

Le Quotidien Edition Nationale d'Information D'ORAN



MORT DE DÉTENUS ISRAÉLIENS L'armée sioniste n'assume pas ses actes barbares

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



STATUT PARTICULIER
ET RÉGIME INDEMNITAIRE
DE L'ÉDUCATION

L'examen des propositions des syndicats entamé

Lire l'article de M. Aziza page 3



Notre supplément
AUTOUR DU MONDE
Avec la collaboration de
PROJECT SYNDICATE
P. 8 & 9

Quand les données deviennent une arme contre la démocratie
PAR JAYATI GHOSH

Professeure d'économie à l'Université du Massachusetts d'Amherst, est membre de la Transformational Economics Commission du Club de Rome

Les déplacements climatiques sont aussi une crise sanitaire
PAR JAYASREE K. IYER

Directeur général de la Access to Medicine Foundation

La clé pour réduire l'écart de développement

PAR PASCAL LAMY¹, AGNES KALIBATA², ET IBRAHIM ASSANE MAYAKI³

1- Ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce
2- Ancienne ministre de l'Agriculture du Rwanda
3- Ancien premier ministre du Niger

Comment les économistes peuvent sortir du désert

PAR JAMES K. GALBRAITH

Titulaire de la chaire de relations entre le gouvernement et les entreprises

Opacité et ambiguïté
Par Mustapha Aggoun ^{P. 4}

Mort de détenus israéliens L'armée sioniste n'assume pas ses actes barbares

Samedi, 35e jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu à Ghaza, a eu lieu la 7^e opération d'échange de détenus pour le compte de la première phase de l'accord de cessez-le-feu.

Mohamed Mehdi

Concernés par l'échange : 6 détenus israéliens (dont deux, Aphra Mengistu et Hisham Al-Sayyed, ayant passé plus de dix ans à Ghaza), contre 602 prisonniers palestiniens, en plus de 24 détenus, dont une femme et 23 enfants, en échange des restes des 4 israéliens morts à Ghaza sous les bombardements de l'armée sioniste.

Sur les six détenus israéliens libérés, hier, par les Brigades Al-Qassam, la branche militaire du Mouvement Hamas, cinq ont été remis à la Croix-Rouge lors de deux cérémonies séparées. Trois ont été remis à Nuseirat, dans le centre de l'enclave de Ghaza, et deux à Rafah dans le sud.

Quant au cas de Hisham Al-Sayyed, le sixième à être libéré ce samedi, Al-Qassam a décidé que la remise se déroule «sans cérémonie par respect pour les Palestiniens à l'intérieur», rapporte Al Jazeera.

Le chef du Comité suprême d'orientation pour les Arabes du Néguev, a déclaré que la remise des Brigades Qassam, de Hisham al-Sayyed, sans cérémonie «est un signe de respect pour les Palestiniens à l'intérieur», rapporte également Al Jazeera.

«Les Palestiniens à l'intérieur ont reçu le message d'Al-Qassam avec fierté et honneur, et comme une expression de l'unité du destin», ajoute le chef du Comité. Il faut rappeler que Hicham Al-Sayyed, soldat palestinien dans les rangs de l'armée sioniste, a été arrêté par la résistance palestinienne en 2015 à l'intérieur de Ghaza, lors de sa seconde incursion dans l'enclave, selon ce que rapporte le journal israélien Haaretz. Sur les conditions de santé des détenus israéliens libérés, hier, la 12^e chaîne a déclaré que «l'évaluation initiale de la Croix-Rouge indique que l'état des prisonniers libérés est stable», indique Al Jazeera.

620 PALESTINIENS, DONT 23 ENFANTS ET UNE FEMME, LIBÉRÉS HIER

Au total, 620 prisonniers palestiniens étaient concernés, hier, par la 7^e opération d'échange. Selon les chiffres de la Commission des Affaires des Prisonniers et Ex-Détenus, la répartition des 620 prisonniers, dont 151 prisonniers condamnés à la perpétuité et à des peines élevées, comprend 43 libérés en Cisjordanie et à Al-Quds, 97 devant être déportés de la Palestine occupée, 11 issus de Ghaza arrêtés avant le 7 octobre, 445 détenus de Ghaza incarcérés après le 7 octobre, en plus de 24 autres prisonniers de l'enclave dont 23 enfants et une femme.

D'autres détails ont été donnés par Al Jazeera révélant que la liste des 620 comprend 41 prisonniers qui ont été, de nouveau, arrêtés depuis l'accord Shalit en 2011, et que «60 seraient libérés en échange de la li-

bération d'Aphra Mengistu et de Hisham Al-Sayyed».

En outre, la Commission des Affaires des Prisonniers et Ex-Détenus a précisé, que parmi les prisonniers palestiniens ayant été condamnés à des peines de perpétuité, figure le commandant Nael Barghouti, dit (Abu Al-Nour). Libéré en 2011 dans le cadre de l'échange Shalit, «Nael Barghouti a été à nouveau arrêté en 2014 et condamné à 30 mois de prison». «Après avoir purgé sa peine, son ancienne peine (réclusion à perpétuité + 18 ans de prison), a été rétablie sous prétexte de l'existence d'un «dossier secret», ajoute la Commission.

Notons que jusqu'à 17h33 (heure de Ghaza), le «Israel Hayom» a rapporté que «l'autorité pénitentiaire n'avait pas encore reçu d'instructions de la part des dirigeants politiques pour commencer la libération des prisonniers palestiniens».

MORT DES DÉTENUS À GHAZA, LE HAMAS DÉMENT

Vendredi soir, Al Jazeera a annoncé, citant une source proche de la résistance que «les Brigades Al-Qassam ont remis les restes de la prisonnière israélienne Shiri Bibas à la Croix-Rouge». Quelques heures plus tard, des médias israéliens ont déclaré que l'équipe médico-légale ayant procédé aux analyses d'ADN a confirmé que les restes étaient bien ceux de Shiri Bibas, fermant définitivement cette polémique lancée par l'occupation accusant le Hamas d'avoir transgressé l'accord de trêve. Néanmoins, d'autres accusations ont été portées par l'armée génocidaire sioniste, qui a fait usage de bombes d'une tonne contre des civils palestiniens, contre le Hamas l'accusant d'avoir tué les deux enfants de la famille Bibas, alors qu'ils étaient au même endroit avec leur maman au moment du bombardement. Dans une déclaration, le Hamas a condamné fermement, hier, «les fausses allégations de l'occupation concernant la mort des enfants de la famille Bibas par leurs gardes». «Ces allégations ne sont que des mensonges et des calomnies sans fondement visant à déformer l'image de la résistance et à justifier les crimes de l'occupation» et qui «constituent une tentative évidente de manipuler les sentiments des familles des prisonniers et de détourner la colère contre Netanyahu et son gouvernement», lit-on dans le communiqué du Hamas.

Le mouvement a ajouté que «ces mensonges (de l'armée israélienne) constituent une tentative désespérée d'échapper à sa responsabilité criminelle dans le meurtre de la famille, en plus de ses autres crimes visant les prisonniers dans la bande de Ghaza».

Le communiqué rappelle que la résistance «a préservé la vie des prisonniers en toute responsabilité, dans le respect de la morale islamique et des valeurs humaines».

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Tipasa Tebboune inaugure l'usine de dessalement «Fouka 2»



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, samedi dans la wilaya de Tipasa, à l'inauguration de l'usine de dessalement de l'eau de mer "Fouka 2", dotée d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour.

Ont assisté à la cérémonie d'inauguration de ce projet stratégique, le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chaneigha, le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, le minis-

tre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, ainsi que les responsables des entreprises nationales chargées de la réalisation.

A cette occasion, le président de la République a écouté un exposé sur le déroulement des travaux et les étapes de réalisation de ce projet vital,

qui s'étend sur une superficie de 7,15 hectares.

Dotée d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour, cette nouvelle usine assurera l'approvisionnement en eau potable de 3 millions d'habitants des wilayas d'Alger, de Tipasa et de Blida.

Ce projet d'envergure s'inscrit dans le cadre du programme national décidé par le président de la République pour la réalisati-

sation de cinq grandes usines de dessalement de l'eau de mer dans les wilayas d'El Tarf (Koudiet Eddraouche), de Béjaïa (Tighremt-Toudja), de Boumerdès (Cap Djinet), de Tipasa (Fouka) et d'Oran (Cap Blanc), d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour chacune, pour un coût de près de 2,4 milliards de dollars.

Ces projets visent à renforcer la sécurité hydrique et à répondre aux besoins des citoyens en eau potable.

Ce programme national reposant sur les compétences nationales et les technologies de pointe reflète les grandes avancées réalisées par l'Algérie en matière de renforcement de la sécurité hydrique.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Les appétits politiques aiguisés

indépendante des élections (ANIE), qui a révélé le bilan de l'examen de la validité des candidatures. Et l'on ne peut que s'étonner de constater que parmi les rejets, 143 dossiers l'ont été «en raison de liens avec des milieux de l'argent sale et des affaires douteuses», selon la même source. Il s'agit d'élus, qui sont passés par un filtrage ayant normalement éliminé tous les candidats qui ont des liens avec l'argent sale et les affaires douteuses, comment alors les retrouve-t-on quelques années après leur élection dans ce «box»? Jusqu'à présent, au-delà des dépôts de dossiers de candidatures, et leur passage au peigne fin selon les conditions légales requises, les événements se sont déroulés dans le calme, voire dans la plus grande discrétion, selon les observateurs de la scène nationale, mais qu'en sera-t-il dans les prochains jours? Les jeux seront très serrés pour les candidats qui évolueront dans un environnement d'intimité avec les électeurs. Les soirées ramadanesques promettent, dans ce contexte, d'être très chaudes en tractations dans les coulisses pour les partis qui ont présenté des candidats et les candidats indépendants, qui tenteront de mobiliser les élus pour décrocher le plus grand nombre de voix. Reste à savoir si l'éthique et la déontologie des pratiques politiques seront respectées dans cette bataille électorale souterraine, où tous les compromis sont envisageables?

La phase de déclaration des intentions de candidatures n'est pas passée sans couper court aux ambitions de certains, à travers «le rejet de 206 dossiers de déclaration de candidature, dont 162 pour les candidats parrainés par des partis politiques et 44 pour les candidats indépendants», selon un communiqué de l'Autorité nationale

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : **Oran** : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Statut particulier et régime indemnitaire de l'Éducation L'examen des propositions des Syndicats entamé

M. Aziza

Le ministère de l'Education nationale a entamé depuis hier, l'examen et l'étude effectifs des propositions et les réserves formulées par les partenaires sociaux autour des statuts particuliers et les régimes indemnitaire, promulgués officiellement en janvier.

Le département de Mohamed Seighir Saâdaoui a salué, à travers un communiqué rendu public, l'adhésion positive de toutes les organisations syndicales concernées dans le processus de consultation et de dialogue en vigueur. Et surtout, leurs engagements à soumettre des propositions dans les délais impartis, tout en indiquant que le ministère de l'Education a réceptionné les propositions de 28 organisations syndicales.

L'étude et l'examen devraient se poursuivre jusqu'au premier avril. Le ministère invitera, par la suite, les organisations syndicales, et ce, à partir du 6 avril, selon un calendrier précis qui sera annoncé le 1^{er} avril, pour justement tenir des réunions bilatérales dans le souci d'examiner avec les premiers concernés les modifications proposées et les nouvelles suggestions, point par point. Une séance plénière réunissant l'ensemble des syndicats concernés sera programmée juste après la fin des réunions bilatérales.

Parmi les propositions phares présentées par la majorité des syndicats agréés du secteur, l'intégration et la promotion en garde dans l'immédiat et sans condition. D'ailleurs, le Syndicat autonome des travailleurs de l'Education et de la Formation (SATEF), reçu tout ré-

cemment par le ministre de l'Education, a revendiqué l'adoption de normes égalitaires en matière de classification, de promotion et d'intégration, en fonction des tâches assignées à chaque grade et de l'ampleur des responsabilités dévolues à chaque corps. Le Syndicat a également appelé à la révision du système disciplinaire, et d'annuler les articles 58 et 59 et de laisser aux commissions paritaires la liberté de classifier les erreurs professionnelles. Le SATEF a également plaidé pour la création de nouvelles primes, ainsi que pour la valorisation de toutes les primes et rémunérations, en les augmentant de manière significative.

L'Union nationale pour l'Éducation et la Formation (UNPEF) a mis l'accent, pour sa part, à l'issue de la tenue, jeudi dernier, de son Conseil extraordinaire, sur la nécessité d'unifier la classification dans l'intégration et la promotion dans les grades (des enseignants, proviseurs, directeurs et inspecteurs). Et de supprimer les «grades en voie d'extinction». Le syndicat a appelé à corriger l'ensemble des dysfonctionnements de l'ensemble des corps appartenant au secteur de l'Education sans exception, tout en appelant les pouvoirs publics à prendre en charge les préoccupations des corps communs et des ouvriers professionnels de l'Education nationale, en matière de révision de statut, revalorisation salariale et leur intégration dans le secteur. L'UNPEF a mis l'accent sur la nécessité de valoriser l'expérience professionnelle au même titre que les diplômes dans le processus d'intégration et la promotion en grade.

Commerce

Des modifications au système de compensation des prix du café



Le système de compensation des prix du café vert importé a été modifié afin de prendre en compte des spécificités de certains acteurs activant dans ce secteur, notamment les propriétaires de petits ateliers, en vertu d'un arrêté interministériel publié dans le Journal officiel (N 11).

Selon cet arrêté, émanant du ministère du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, ainsi que du ministère des Finances, et daté du 16 janvier dernier, les prix de vente plafonds du café sont déterminés selon deux tarifications distinctes, au lieu d'une seule comme c'était le cas avant cette modification.

La première tarification concerne le café importé destiné à la "revente en l'état" fixé à 459,70 DA/kg pour le café vert "Robusta" et à 646,74 DA/kg pour le café vert "Arabica".

La deuxième tarification, quant à elle, concerne les "produits issus du café vert importé", fixée à 748,16 DA/kg pour le café torréfié et/ou moulu "Robusta" et à 935,20 DA/kg pour le café torréfié et/ou moulu "Arabica".

Dans le cadre de ce dispositif, l'Etat prend en charge la différence entre le prix de revient réel du café et le prix de vente plafond.

Cet arrêté interministériel a également modifié la méthode de calcul du prix de revient réel du café, en tenant compte, en plus des frais d'exploitation (prix d'importation en devises étrangères et en monnaie nationale, d'assurance, de transport et de production), le coût "des quantités perdues, dans une limite maximale de 20% du poids du café lors des opérations de torréfaction et de mouture".

Santé Baisse du nombre des malades transférés à l'étranger

Le ministre de la Santé, Abdel Hak Saihi, a affirmé, vendredi à Alger, que les efforts de l'Etat et les moyens mobilisés en vue d'une prise en charge optimale des patients, ont permis de réduire le nombre de cas transférés à l'étranger pour soins.

Dans une allocution prononcée lors du séminaire international sur le cœur de l'enfant, M. Saihi a précisé que «grâce aux compétences médicales formées par les universités algériennes, ainsi qu'aux moyens mobilisés pour une prise en charge optimale des patients, le nombre de cas transférés à

l'étranger pour soins a été réduit, se limitant désormais à cinq (5) spécialités», indiquant que «la sécurité sanitaire, comme déjà affirmé par président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, fait partie intégrante de la souveraineté nationale».

Le ministre a également indiqué que les personnes atteintes de «scoliose» seront prochainement prises en charge au niveau des hôpitaux d'Ain Benian et d'Oran.

Outre l'aspect préventif, le ministère prévoit la création de pôles sanitaires spécialisés sur l'ensemble du territoire national pour as-

surer une prise en charge optimale au patient et alléger les contraintes de déplacement vers le nord, précisant que les établissements hospitaliers disposent d'une grande expérience et joueront un rôle pivot dans la création de ces pôles, ajoute le ministre.

A cette occasion, le ministre de la Santé a rappelé que l'hôpital de cardiologie pédiatrique, situé à Maheima (Alger ouest), est doté d'équipements médicaux de pointe, ce qui fera de lui une référence pour les pôles similaires, lesquels seront créés dans d'autres wilayas du pays.

Raina Raïkoum Djeha

L'Amérique parle de paix, l'Europe prépare la guerre : A quoi jouent les Occidentaux ?

ma ou de la roublardise ripolinée d'un Biden, Trump est un satrape comme les autres, un T-Rex placé fièrement au dernier étage d'une chaîne alimentaire dans laquelle les supplétifs européens ont consenti volontiers d'occuper les niveaux inférieurs. Pourquoi alors cette pantalonnade ?

Pour divertir et distraire le bon peuple et pour masquer :

- les déficits béants et continus dans les comptes publics et sociaux
- les déficits extérieurs
- le creusement de l'endettement au profit principal des «privilégiés»
- la très inégale et perpétuelle répartition des richesses
- la destruction des systèmes de régulation institués depuis plus de 70 ans
- une Union européenne ouverte aux quatre vents, au bord de l'éclatement qui sert d'interface opaque à la manipulation technocratique et au démantèlement des ordres civils nationaux
- l'incapacité des dirigeants à restaurer la souveraineté des peuples qu'ils ont privatisée

L'EUROPE DES GARDIENS DE MUSÉES.

Ce qui est jeu est évidemment très clair pour ceux qui savent lire : l'Europe, marginalisée, sent le vent du déclassement souffler sur sa nuque. Le deal russe-américain met bout-à-bout une Amérique en perte de vitesse, le plus vaste pays de la planète, débordant de richesses naturelles et une Chine virtuellement dominante, qui ne dit rien mais qui étudie dans les coulisses le nouveau pacte qui est en train de se conclure dans le dos des Macron, des Scholz, des Starmer, d'une von Leyen... les vieux débris d'une Union décatie qui veulent mordre avec leur dentiers usés et veulent faire peur avec une virilité dont on les a amputés.

Jupiter se pose en ambassadeur auto-désigné, en porte-parole de l'Europe. A-t-il connaissance que ses homologues se rient sous cape de lui dans les coulisses ?

Eux, ils savent combien pèse réellement l'Europe et la France et pourquoi leur continent ne cesse de vieillir.

Le jour s'approche de l'érection d'un tribunal de l'histoire qui rendra justice et fera le bilan de ces régimes qui ont, en peu de siècles, au bénéfice qu'une poignée de rapaces, exploité des milliards d'êtres humains, pillé des ressources naturelles précieuses et ainsi menacé les supports essentiels de la vie sur Terre.

Cette tragédie, toujours en cours, ne donne plus du tout envie d'en rire.

MAIS ALORS POURQUOI TOUTE CETTE COMÉDIE ?

Les Européens sont pourtant des cocufiés professionnels. Amateurs d'horizontalité, soumis aux lois de la gravitation universelle, ils ignorent la station droite.

Pourquoi donc se rebiffent-ils aujourd'hui ?

Après tout, même avec une grandiloquence vulgaire et brutale, qui le distingue de la fraîcheur d'un Kennedy, de l'élégance d'un Ob-

Batna 2 morts et un blessé dans une collision

Deux personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu samedi après-midi dans la commune de Bitam, dans la wilaya de Batna, a-t-on indiqué dans un communiqué de la cellule de communication de la direction de la Protection civile. L'accident s'est produit

à la suite d'une forte collision entre un véhicule de tourisme et une moto-cyclette sur la RN-78 au lieudit Dhaya dans la commune de Bitam relevant de la daïra de Barika, a précisé le communiqué.

L'accident a causé la mort sur place de deux personnes. Leurs dépouilles ont été évacuées vers

la morgue de l'hôpital de Barika, tandis que le blessé âgé de 65 ans a été évacué aux urgences du même établissement, selon le communiqué. Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident, a-t-on indiqué.

USA-Ukraine-Russie-UE Trump fait vaciller le lien transatlantique



Comme un grand coup de pied dans la fourmilière: en l'espace de quelques jours, Donald Trump a fait vaciller le lien transatlantique. S'il est trop tôt pour parler de la fin de ce lien historique, qu'il aura fallu 80 ans pour consolider, le rapprochement opéré par le président américain avec la Russie de Vladimir Poutine dans le dos de l'Ukraine lui porte un coup sérieux et place les Européens devant leurs responsabilités. Le président américain, qui dit vouloir mettre rapidement fin à la guerre en Ukraine, a provoqué un séisme politique en reprenant langue avec le président russe, considéré comme paria par les Européens et sous la précédente administration américaine.

Cela a été suivi par une réunion sans précédent depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 entre hauts responsables américains et russes mardi dernier à Ryad, en Arabie saoudite, où ils se sont engagés à nommer des équipes de négociation. Ni Kiev ni les Européens n'ont été invités à la table. Dans le même temps, Donald Trump fait monter la pression sur le président ukrainien Volodymyr Zelensky, disant qu'il n'avait «aucune carte en main», et en le qualifiant de «dictateur». Il ne cache pas sa colère envers le dirigeant ukrainien, qui a refusé d'accepter un accord sur l'exploitation de minerais dans son pays.

«UN MOMENT DANGEREUX»

«Je pense que nous vivons actuellement un moment assez difficile et très dangereux où les deux côtés de la communauté transatlantique, pour ainsi dire, s'éloignent de plus en plus l'un de l'autre», s'est inquiété auprès de l'AFP l'ancien Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, en marge d'une conférence de conservateurs américains près de Washington. Pour Nigel Gould-Davies, de l'Institut international des études stratégiques (IISS) à Londres, «il s'agit d'une crise transatlantique sans précédent». «Pendant la guerre froide, on craignait que l'Amérique ne se découpe de l'alliance, n'abandonne l'Europe et ne retombe dans l'isolement. Ce qui a commencé maintenant est pire: en négociant avec la Russie par-dessus les Européens et

en intervenant dans la politique européenne, les Etats-Unis ne se contentent pas de se découper de l'Europe, mais décident pour elle et la perturbent», écrit-il. C'est que pour Donald Trump, l'Europe a mangé son pain blanc. Le président américain accuse les Européens de ne pas partager le fardeau et, en plus, de pratiquer une concurrence déloyale en matière commerciale. Il exhorte les pays européens à prendre davantage de responsabilités en matière de défense, soulevant même des doutes sur la disposition des Etats-Unis à venir en aide à leurs alliés de l'Otan sur le Vieux Continent en cas de besoin. Donald Trump avait déjà fortement secoué les Européens lors de son premier mandat de 2017 à 2021. De sorte que son successeur, le président démocrate Joe Biden, a pu se vanter d'avoir «restauré» les alliances de l'Amérique, y compris à l'Otan. Jeremy Shapiro, du European Council on Foreign Relations à Bruxelles, estime sur le site d'ECFR qu'il ne s'agit pas d'un complot contre l'Europe mais d'une nouvelle démonstration de l'insignifiance géopolitique croissante de l'Europe».

«TÊTE FROIDE»

Les Européens entendront-ils le message? L'Europe «doit en faire beaucoup plus, non seulement pour assurer notre propre défense, mais aussi pour soutenir l'Ukraine car nous traversons une période extrêmement critique de l'histoire mondiale», concède le chef de la diplomatie danoise, Lars Løkke Rasmussen, dans un entretien mercredi à l'AFP. Quant à la diplomate en chef de l'UE, Kaja Kallas, elle a appelé jeudi la population du Vieux Continent à «garder la tête froide». Reste que selon Max Bergmann, du Centre pour les études stratégiques internationales (CSIS) à Washington, «la situation sécuritaire est très précaire en ce moment, et pour les Européens il y a le feu au lac; c'est un peu la panique». «Mais je pense que ce que l'on demande à l'Europe maintenant, ce n'est pas seulement d'en faire un peu plus, mais c'est que l'Europe prenne effectivement des mesures qui la feraient émerger, franchement, comme une superpuissance», dit-il à l'AFP.



Opacité et ambiguïté

Par Mustapha Aggoun

La réunion du 22 Février 2025 à huis clos de Riyad des pays du golfe et l'Egypte ne peut être perçue comme une simple consultation informelle entre dirigeants arabes soucieux d'évaluer la situation palestinienne. Son opacité, son absence d'annonce officielle et le contexte de pressions internationales qui l'entourent indiquent plutôt une manœuvre politique visant à tester des lignes de fracture et à préparer le terrain à des décisions dont la nature réelle ne peut qu'inquiéter. L'histoire de la diplomatie arabe regorge de ces rencontres où l'on discute en coulisses de l'avenir de peuples sans jamais leur donner la parole. Mais ce qui se trame aujourd'hui va bien au-delà des ambiguïtés diplomatiques habituelles : il s'agit d'une tentative de remodeler la question palestinienne selon des intérêts étrangers, et certains États arabes, loin d'y faire obstacle, semblent s'inscrire activement dans cette dynamique.

Derrière le voile du secret, la véritable question posée à Riyad était claire : que faire de Ghaza après la guerre? Une interrogation légitime en apparence, mais dont les réponses possibles ouvrent des perspectives inquiétantes. Car dans ce type de rencontres, ce ne sont jamais les droits des peuples qui dictent les discussions, mais bien les équilibres géopolitiques, les pressions des grandes puissances et les intérêts stratégiques des États influents. Or, l'un des scénarios les plus redoutés et que l'entité sioniste n'a pas pu réaliser est celui d'empêcher toute résistance armée, une solution du fait accompli et de la soumission. Le simple fait que cette option ait pu être évoquée en dit long sur la nature des discussions en cours et sur le degré de compromission de certains participants.

Dans cette équation, le rôle des Émirats arabes unis ne peut plus être dissimulé derrière les formules diplomatiques habituelles. Depuis plusieurs années, ils ont adopté une posture oscillant entre soutien affiché à la cause palestinienne et rapprochement stratégique avec Israël et les États-Unis. Ce double jeu leur permet de se positionner comme un acteur incontournable dans la région tout en ménageant des intérêts contradictoires. Mais à force de vouloir être partout à la fois, les Émirats ont fini par trahir les principes qu'ils prétendent défendre. Leur signature des Accords d'Abraham, leur normalisation

accélérée avec Israël et leur implication croissante dans les plans de réorganisation régionale les placent aujourd'hui en porte-à-faux avec l'idée même d'un soutien sincère à la Palestine. Il est désormais clair que leur diplomatie ne vise pas à défendre les droits des Palestiniens, mais bien à trouver un équilibre entre les exigences de Washington et leurs propres ambitions régionales.

Cette ambiguïté se manifeste de façon éclatante dans la réunion de Riyad. Officiellement, les Émirats y étaient présents comme un État arabe parmi d'autres, concerné par l'avenir de la Palestine. Officieusement, ils agissent en éclaireurs d'un agenda qui dépasse largement le cadre de la solidarité arabe. Leur objectif? Façonner un «consensus» arabe qui serait compatible avec les intérêts des États-Unis et d'Israël, et qui permettrait d'éviter une confrontation directe avec ces puissances. Dans cette logique, la réunion de Riyad pourrait bien être une tentative de préparer psychologiquement certains États arabes à accepter, à terme, des solutions impensables hier mais progressivement imposées par la pression des faits accomplis.

La tenue de cette réunion en amont du sommet arabe d'urgence prévu en mars accentue encore le malaise. Normalement, les décisions engageant l'avenir de la Palestine devraient être prises dans un cadre collectif, transparent et légitime, où chaque État peut exprimer sa position et peser sur les orientations adoptées. Or, en organisant une rencontre parallèle, certains États cherchent manifestement à court-circuiter ce processus et à imposer une ligne de conduite avant même que le sommet officiel n'ait eu lieu. Ce type de démarche est non seulement contraire aux principes de la concertation arabe, mais il pose aussi un problème fondamental de souveraineté pour les Palestiniens eux-mêmes : leur destin est discuté et peut-être décidé dans leur dos, sans qu'ils aient voix au chapitre.

Pire encore, cette réunion n'a abouti à aucune annonce concrète, aucun engagement ferme, aucune mesure immédiate en faveur des Palestiniens. Alors que Ghaza est en ruines, que des milliers de civils sont sans abri, que les attaques israéliennes se poursuivent et que la situation humanitaire atteint un niveau de crise sans précédent, les dirigeants arabes réunis à Riyad n'ont pas trouvé nécessaire de proposer un plan de reconstruction, un mécanisme d'aide efficace ou une initiative

politique forte pour défendre les droits des Palestiniens. Cette inertie coupable est le reflet d'un système diplomatique arabe profondément dysfonctionnel, où les grandes déclarations de principe remplacent les actions concrètes et où la gestion de la cause palestinienne oscille entre improvisation et soumission aux pressions étrangères.

Face à ces manœuvres, la position de l'Algérie apparaît comme un contrepoids nécessaire et incontournable. Contrairement à ceux qui tergiversent, qui manœuvrent dans l'ombre ou qui cherchent à concilier l'inconciliable, l'Algérie maintient une ligne claire, constante et non négociable : aucun règlement de la question palestinienne ne peut se faire en dehors du cadre du droit international et du droit des Palestiniens à disposer d'eux-mêmes. L'idée d'un déplacement forcé de populations est non seulement inacceptable, mais elle constitue une ligne rouge que l'Algérie refuse catégoriquement de franchir.

Cette constance algérienne n'est pas une posture opportuniste, mais un engagement historique qui s'inscrit dans une vision stratégique cohérente. L'Algérie a toujours défendu les mouvements de libération nationale, refusé toute forme de colonisation et soutenu la Palestine dans toutes les instances internationales. Aujourd'hui, alors que certains États arabes s'accordent sur l'idée d'une Palestine réduite à peau de chagrin, enfermée dans des enclaves sous contrôle israélien, l'Algérie rappelle que la cause palestinienne n'est pas une variable d'ajustement diplomatique. Elle ne peut être ni marchandée, ni soumise à des considérations géopolitiques fluctuantes.

Si la réunion de Riyad a une utilité, c'est celle de révéler les véritables intentions de chacun. Elle met en lumière les contradictions des États qui prétendent défendre la Palestine tout en multipliant les concessions, et elle rappelle que la bataille pour les droits palestiniens ne se joue pas seulement face à Israël et ses alliés, mais aussi au sein du monde arabe lui-même. Dans cette bataille, l'Algérie ne se contente pas de déclarations, elle incarne une ligne de résistance claire et inébranlable. À l'heure où des États cherchent à diluer la question palestinienne dans des compromis douteux, l'Algérie demeure une voix qui refuse le renoncement et rappelle que la justice n'est pas une option parmi d'autres, mais un principe fondamental qui ne saurait être trahi.

Bouira

Le réseau électrique renforcé



Farid Haddouche

La direction de la distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Bouira assure que ses services ont réalisé 10 transformateurs électriques et 45,25 km de lignes électriques basse et moyenne tension. Ce qui permettra aux zones bénéficiaires de ces projets de passer le mois de Ramadan 2025 en toute sérénité en termes d'approvisionnement en énergie électrique. Ces nouvelles installations électriques viendront sou-

tenir le réseau électrique de nombreuses zones des communes de Bouira, Bechloul, Aghbalou, Ahl El Ksar, Boukram, Oued El Berdi, Aomar, Saharidj et Ain Turk. Ces projets ont nécessité une enveloppe financière de 174 millions de dinars. La direction de distribution affirme qu'elle reste toujours « au service de ses clients et veille à répondre aux aspirations des citoyens et à les satisfaire en assurant une haute qualité en matière de fourniture d'électricité en termes de qualité et de continuité ».

Alger

Djezzy inaugure son "Espace Solutions" à Dar El Beida

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a inauguré son "Espace Solutions" dans son nouveau bâtiment situé à Dar El Beida, marquant "une étape clé" dans sa stratégie d'innovation et d'accompagnement de la transformation numérique en Algérie, a indiqué l'entreprise dans un communiqué.

La cérémonie du lancement qui a eu lieu jeudi, s'est déroulée en présence du Directeur général du Fonds National d'Investissement (FNI), Kamel Mansouri, du Directeur général de Djezzy, Mahieddine Allouche, des représentants des institutions de l'Etat et des partenaires stratégiques, précise la même source.

Dans son allocution, M. Mansouri a mis en avant l'impact stratégique de cette initiative, soulignant que "cette inauguration illustre la dynamique positive de Djezzy en tant que moteur de l'innovation et acteur clé de la transformation digitale en Algérie".

L'Espace Solutions contribuera, a-t-il dit, à "moderniser les services économiques et à positionner Djezzy comme un partenaire incontournable dans le domai-

ne technologique", notant que ce projet s'inscrit "pleinement dans la vision du FNI pour soutenir l'innovation et le développement technologique au service de l'économie nationale".

De son côté, M. Allouche a souligné que l'ouverture de cet espace technologique représente "une étape significative" pour renforcer l'expertise en matière de solutions numériques avancées.

Par ailleurs, et dans sa volonté d'offrir une expérience moderne et interactive, Djezzy a également aménagé, selon le même communiqué, "un espace de connectivité" qui permettra aux clients et visiteurs de bénéficier d'un accès à Internet, de recharger leurs appareils et de découvrir en avant-première ses dernières innovations.

"Grâce à cette nouvelle infrastructure, Djezzy confirme son engagement, en tant qu'entreprise publique économique, à accompagner les entreprises et les institutions algériennes dans leur transformation numérique en leur proposant des solutions sur mesure et à forte valeur ajoutée", a conclu le communiqué.

Ain Defla

Cap sur la fibre optique

Un "programme ambitieux" pour le développement du réseau de la fibre optique et du renforcement de son infrastructure est prévu pour l'année 2025 dans la wilaya d'Ain Defla, selon la direction opérationnelle locale des télécommunications (DOT).

Intervenant lors d'une rencontre dédiée à la présentation du bilan de la DOT de 2024, organisée à la Bibliothèque principale de la lecture publique "Hamdane Hadjadj", le directeur opérationnel des télécommunications, Berrouane Abdellah, a indiqué qu'un "programme ambitieux" est prévu pour cette année en vue de développer et de moderniser le réseau de la fibre optique dans la wilaya.

Il a précisé que ce programme consiste principalement en la réalisation de 9.608 nouveaux branchements au réseau de la fibre optique et le remplacement de l'ancien réseau en cuivre à la fibre optique

pour 21.424 abonnés à travers la wilaya. Il a ajouté que 10 nouvelles stations de la 4G, Long Term Evolution (LTE) seront installées cette année, ainsi que la réalisation d'un linéaire de canalisation de plus 23 kilomètres et un déploiement du réseau de la fibre optique de plus de 83 km.

Par ailleurs, plusieurs opérations d'aménagement et de réfection des différentes structures commerciales et techniques relevant du secteur d'Algérie Télécom sont prévues au cours de l'année 2025, a souligné le directeur.

Concernant le bilan des activités de 2024, la DOT a réalisé 7.144 nouveaux branchements au réseau de la fibre optique et modernisé 4.168 accès, ce qui fait un total de 17.602 abonnés raccordés à la Fibre jusqu'à l'abonné), d'après les statistiques fournies par les cadres du secteur lors de la rencontre.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 chaâbâne 1446

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h01	13h02	16h10	18h40	19h58

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h57	12h48	15h57	18h27	19h45



Ouargla

Plus de 44.000 capsules psychotropes saisies

Une quantité de 44.700 capsules de psychotropes a été saisie et trois (3) individus ont été arrêtés par la Brigade de lutte contre le commerce illicite de drogue relevant de la Police judiciaire (PJ) de la Sûreté de la wilaya d'Ouargla, a rapporté samedi la cellule de communication de ce corps sécuritaire.

Des investigations ont été menées par les enquêteurs de la brigade sous la supervision du Parquet territorialement compétent, à la suite d'informations sur une tran-

saction portant sur la commercialisation d'une quantité importante de psychotropes au niveau du quartier Sokra, dans la ville de Ouargla, selon la même source.

Elles se sont soldées par l'identification de deux (2) suspects, ainsi que le lieu exact de la transaction, a fait savoir la même source, ajoutant que l'élaboration d'un plan bien ficelé a permis leur arrestation alors qu'ils se trouvaient à bord d'un véhicule.

Une quantité importante de psychotropes, à savoir

44.700 capsules (Prégabalin 300 mg), a été découverte en leur possession. L'enquête approfondie a permis également l'identification d'un troisième complice, qui a été arrêté. En coordination avec le parquet, le domicile du mis en cause a été perquisitionné, et un montant de 14 millions de dinars et une machine à compter les billets ont été saisis. Après l'achèvement des procédures légales, les trois suspects ont été déférés devant les instances judiciaires compétentes.

Ouargla

Des titres de concession remis à des investisseurs

Des titres de concession pour la réalisation de projets d'investissement dans la wilaya de Ouargla ont été remis à des opérateurs économiques en marge d'un séminaire régional sur l'investissement, organisé en fin de semaine dans la wilaya, à l'initiative de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

Parmi les projets localisés au niveau de la zone industrielle de la commune de Hassi-Benabdallah, une unité de raffinerie, de production et de commercialisation du sucre de la filiale "Tafadis", relevant du holding "Madar".

Occupant une superficie de 300 hectares (ha), cette unité qui offrira, une fois opérationnelle, une capacité de production annuelle de plus d'un (1) million de tonnes de sucre provenant de la betterave sucrière, devra générer également plus de 800 emplois, directs et saisonniers.

Des titres de concession ont également été remis pour des projets de réalisation d'unités de fabrication de graisses et lubrifiants, de manutention et de fabrication plastique.

La remise de ces titres de concession intervient dans le cadre des efforts déployés par les pouvoirs publics pour promouvoir le climat d'investissement et renforcer la dynamique économique locale, à

travers l'appui et l'accompagnement des opérateurs économiques, a indiqué le directeur de l'AAPI, Omar Rekkache, devant une assistance composée des walis d'El-Oued, Touggourt et Ouargla, de représentants des institutions financières, de la Bourse d'Alger et des porteurs de projets des wilayas du Sud du pays. M. Rekkache a affirmé que l'AAPI est passé de la phase de la vulgarisation et de l'offre des opportunités d'investissement à celle de la concrétisation effective des opérations d'investissement, notamment dans le Sud du pays, à l'effet d'atteindre un développement régional équilibré à travers la localisation de projets structurants dans différentes régions du pays.

Une opération d'identification de 14 assiettes foncières, couvrant plus de 35 ha et devant accueillir des projets de développement dans la wilaya d'Ouargla, a été lancée à cette occasion.

S'agissant de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud, il est fait état de l'offre d'assiettes foncières à travers la plateforme numérique, après finalisation des études liées à la consistance des activités qui y sont prévues, a indiqué le même responsable, ajoutant que l'AAPI s'emploie à coordonner avec les autorités de la wilaya de Ouargla pour faire

de cette région un "modèle" de réussite de la stratégie de promotion de l'investissement dans divers projets, hors hydrocarbures, dont l'agroalimentaire.

Pour sa part, le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, a indiqué que ses services s'attendent à coordonner avec l'AAPI pour accompagner et soutenir les opérateurs dans de multiples activités, notamment la délimitation d'assiettes foncières industrielles et leur mise à la disposition des opérateurs désirant lancer des activités dans la région.

Placée sous le slogan de "Potentialités d'investissement prometteur et croissance économique durable", la rencontre a permis d'aborder d'autres thèmes afférents aux défis et opportunités disponibles pour appuyer le développement local et à la capitalisation du potentiel économique de la région par le développement du tissu économique local. La projection d'un documentaire intitulé "la wilaya d'Ouargla, un pôle économique prometteur aux diverses opportunités", une table-ronde animée par les chefs d'exécutif des wilayas et des académiciens, ainsi que des débats et interventions sur les atouts et ressources que recèle cette wilaya, ont également été présentés lors de ce séminaire régional.

Sétif

Zerrouki insiste sur la disponibilité des GAB

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé depuis la wilaya de Sétif, une rencontre avec des responsables locaux des wilayas de l'Est, à laquelle ont assisté, également par visioconférence, les responsables des autres wilayas et ce, pour s'enquérir de la situation du secteur, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Selon la même source, cette rencontre, tenue jeudi soir, a été l'occasion pour le ministre de donner des instructions dans l'objectif d'"assurer la disponibilité des guichets automatiques de billets (GAB) à travers leur approvisionnement régulier en liquidité financière, et leur

maintenance en temps réel", insistant sur le suivi de l'opération d'installation de 600 nouveaux guichets automatiques à travers les wilayas du pays dans les délais impartis".

Le ministre a également demandé aux responsables d'"accélérer la mise en œuvre du programme du Service universel des communications électroniques pour couvrir 1400 zones à faible densité de population par le réseau de téléphonie et d'internet mobiles à travers le territoire national en vue de permettre aux citoyens d'en bénéficier dans les plus brefs délais", soulignant l'impératif "d'accompagner les opérateurs de téléphonie mobile dans la réalisation des pro-

jets programmés au titre de l'année 2025 pour densifier le réseau et améliorer la qualité du service".

Le ministre a aussi enjoint aux responsables du secteur d'œuvrer à l'exploitation des capacités disponibles dans le réseau de fibre optique à travers la poursuite des activités de proximité et de promotion pour mettre en évidence les avantages de cette technologie, tout en incitant les citoyens à y adhérer et à utiliser les moyens de paiement électronique".

Par ailleurs, M. Zerrouki a rappelé son attachement "constant" à améliorer les conditions de travail des employés du secteur, a conclu le communiqué.

Ils seront distribués cet été

1.500 logements pour les postulants de la formule à points de la daïra d'Oran

D.B.

Quelque 1.500 logements sociaux seront attribués cet été aux postulants de la formule à points de la daïra d'Oran, indiquent les services de la wilaya. Ce quota fait partie de plus de 6.300 logements toutes formules confondues qui seront distribués le 05 juillet prochain à l'occasion de la fête de l'indépendance. Outre la daïra d'Oran, les postulant de la même formule dans d'autres communes, notamment Oued Tlélat, Tafraoui, Boufatis... bénéficieront de quotas de logements sociaux. Dimanche dernier, le wali d'Oran M. Samir Chibani avait indiqué que plus de 6.300 logements relevant des différentes formules devront être distribués dans la wilaya d'Oran, à l'occasion de la commémoration du 63^e anniversaire de l'indépendance et de la fête de la jeunesse. A la faveur de cette opération, la daïra d'Oran bénéficiera de 1.500 logements publics locatifs, destinés aux postulants des dossiers à points, 1.000 unités similaires à Oued Tlélat, 400 unités pour la commune de Oued Tlélat, ainsi que 100 unités pour les communes de Tafraoui, Boufatis, El Braya et d'autres communes.

Selon le chef de l'exécutif, l'ensemble des logements publics locatifs gérés par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) sont achevés et sont actuellement dans la phase de finition extérieure, comprenant la réalisation de trottoirs, de routes, de l'éclairage public et des aires de jeux pour enfants. Depuis le début de cette année, plus de 360 familles occupant des logements précaires implantés dans les quartiers d'El Makkari, Mahieddine, El Hamri, Sidi El Houari, El Khaldia et El Mokrani ont été relogées dans des logements décents dans les pôles urbains des communes de Oued Tlélat et Belgaïd, ainsi que dans le site des 1.201 logements publics locatifs à la cité Pépinière dans la commune de Bir El Djir.

Par ailleurs, les opérations de relogement initiées durant l'année 2024 ont permis aux services de la wilaya d'attribuer près de 5.000 logements toutes formules confondues et d'éradiquer d'importantes poches d'habitats illicites. Selon un récent bilan des services de la wilaya, ce quota vient s'ajouter à plus de 30.000 unités dis-

tribuées ces dernières années à Oran. Aussi quatre grands bidonvilles ont été rasés et un important portefeuille foncier récupéré.

Avec le relogement de près de 3.000 familles le 1^{er} novembre dernier, la wilaya d'Oran aura distribué près de 5.000 logements toutes formules confondues au courant de l'année 2024. Le gros lot de ces attributions a ciblé les mal-logés, occupant les bidonvilles et les immeubles menaçant ruine, notamment les bénéficiaires de la formule à points. Le 1^{er} novembre dernier, l'ex-wali d'Oran, Saïd Sayoud, avait présidé une cérémonie marquante consacrée à la remise de 2.879 décisions de bénéfice pour divers types de logements, destinée à plusieurs catégories de la population. Les logements se répartissent de la manière suivante : 1.639 logements publics locatifs, 1.000 logements en vente par location (AADL), 40 logements promotionnels aidés (LPA) et 200 aides pour le logement rural. Contrairement aux autres wilayas, les autorités locales et à leur tête l'ex-wali d'Oran ont décidé de faire de l'éradication de l'habitat précaire l'une des priorités de la wilaya.

En prévision de la prochaine rentrée scolaire à Mersat El Hadjadj

Un nouveau lycée et des extensions de nouvelles classes en projet

K. Assia

Pour pallier les insuffisances et répondre aux besoins exprimés en matière d'infrastructures scolaires, un projet de réalisation d'un lycée dans le village de Djefafla relevant de la commune de Mersat el Hadjadj dans la daïra de Beithioua a été retenu et sera bientôt lancé. Un établissement tant attendu par la population de quoi alléger la forte tension sur le seul lycée que compte la commune mère de Mersat el Hadjadj. Ainsi et avec cette nouvelle réalisation, les élèves des villages de Hassasna, de Djefafla et aussi de Chouacha pourront rejoindre les nouveaux bancs de ce lycée ce qui leur évitera de se rendre au chef-lieu de la commune. Dans ce registre, le choix du terrain a été effectué et les travaux seront lancés une fois toutes les formalités et les procédures administratives achevées.

Ce projet dont a bénéficié la commune de Mersat El Hadjadj au titre de l'exercice 2025 vient s'ajouter à d'autres opérations inscrites dont la réalisation

de six classes au site des 700 logements RHP situé à Djefafla de quoi répondre aux attentes des familles relogées dernièrement dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire.

Une assiette de terrain a été choisie pour la concrétisation de projet, apprend-on de sources communales. Par ailleurs, l'APC de Mersat El Hadjadj a fait part de ses besoins et a demandé la réalisation d'un second CEM dans l'un des villages de cette collectivité.

Le choix de l'emplacement de cet établissement sera défini par la direction de l'éducation qui est la seule à avoir les données exactes quant au nombre exact d'élèves. En effet, le déficit en matière de CEM se pose avec acuité et des promesses ont été données par les autorités locales dont la direction de l'éducation pour pallier les insuffisances et aussi répondre aux besoins exprimés.

Pour ce qui est des écoles primaires, la commune a bénéficié de travaux d'extension de six classes à l'école Hammadi dans le village de Djefafla les

quelles viennent s'ajouter aux trois classes déjà réalisées et réceptionnées au cours de cette semaine soit 12 classes au total pour cet établissement du primaire. Dans le chef-lieu de la commune mère, un projet d'extension de trois classes est lancé au niveau de l'école Bakhti Belhacene et six classes à l'école Medabar Benyebka. Tous ces projets seront réceptionnés à la prochaine rentrée scolaire ce qui améliorera les conditions de scolarisation des élèves. D'autre part, l'APC a prévu la réalisation de deux écoles sur son propre budget sur le site où des habitations illicites ont été démolies. Des clôtures ont été érigées en attendant le lancement de ce projet. Notons qu'au niveau de la wilaya, 302 établissements primaires ont bénéficié de travaux de réaménagement et de réhabilitation, un projet lancé dans le cadre de la grande opération pilotée par la direction du logement et pour laquelle une enveloppe budgétaire de 145 milliards de centimes a été débloquée.

Lutte contre les maladies et parasites

Débroussaillage et assainissement des forêts

J. Boukraa

Dans le cadre de la préservation des forêts et de la lutte contre les maladies et parasites forestiers, notamment le scolyte, la conservation des forêts de la wilaya d'Oran a lancé plusieurs projets de nettoyage et d'assainissement des espaces forestiers. Ces opérations concernent l'ensemble des districts forestiers de la région, notamment Oran, Arzew et Boutlélis. L'objectif principal de ces travaux est l'élimination des arbres morts, qui représentent un risque pour la santé des écosystèmes forestiers, ainsi que la mise en place d'un élagage et d'une coupe sanitaire afin de protéger les arbres sains. Ces interventions permettent non seulement d'améliorer la qualité du couvert végétal, mais aussi de prévenir la propagation des maladies et des insectes ravageurs qui menacent la biodiversité locale. Les travaux ont

été confiés à des entreprises spécialisées dans les travaux sylvicoles, sous la supervision et le suivi quotidien des agents forestiers. Ces derniers veillent à l'application des mesures appropriées pour garantir l'efficacité des opérations et préserver l'équilibre écologique des forêts concernées.

Parmi les sites prioritaires de cette initiative figurent la forêt de Djebel El Akehar et celle de Mardjadj, où les équipes effectuent un assainissement minutieux afin de restaurer la vitalité de ces espaces naturels. Ces actions s'inscrivent dans une démarche plus large de gestion durable des forêts et de prévention contre les incendies, un enjeu majeur dans cette région soumise aux conditions climatiques méditerranéennes. Grâce à ces efforts concertés, la conservation des forêts de la wilaya d'Oran espère renforcer la résilience des forêts face aux menaces environnementales et garantir leur péren-

nité pour les générations futures.

Notons que le scolyte est un insecte ravageur qui attaque principalement les arbres affaiblis ou morts, en creusant des galeries sous l'écorce, ce qui perturbe la circulation de la sève et entraîne un dépréciement rapide des forêts. Cette prolifération constitue une menace majeure pour l'équilibre écologique, car elle favorise la propagation de maladies et fragilise les peuplements forestiers. Dans la wilaya d'Oran, la lutte contre le scolyte passe par des opérations de coupe et d'assainissement visant à éliminer les arbres infestés avant que l'insecte ne se propage davantage. L'élagage et l'enlèvement du bois mort permettent ainsi de limiter la reproduction de ce parasite et de préserver la santé des arbres encore sains.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 chaâban 1446

El Fedjr
06h17

Dohr
13h17

Assar
16h27

Maghreb
18h57

Icha
20h14



EHU 1^{er} Novembre Une nouvelle technique dans le traitement des thromboses

J. Boukraa

sidérablement la durée d'intervention, favorisant un rétablissement plus rapide des patients et améliorant significativement les résultats thérapeutiques.

Pour la première fois en Algérie, l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) « 1^{er} Novembre 1954 » d'Oran va introduire la technologie Rotarex dans le traitement des thromboses. Dans le cadre de l'amélioration continue des pratiques médicales et de l'adoption des technologies les plus récentes, une formation spécialisée sera organisée aujourd'hui, marquant ainsi une avancée majeure pour la chirurgie vasculaire dans le pays.

La technologie Rotarex représente une avancée majeure dans la prise en charge des occlusions artérielles.

Contrairement aux interventions chirurgicales classiques qui nécessitent des procédures longues et complexes, cette méthode moderne permet de fragmenter et aspirer les caillots sanguins (cailloux de sang) de manière minimale invasive. Ainsi, elle contribue à réduire con-

Vaste opération de police 15 individus recherchés arrêtés, 2 véhicules et 12 motos mis en fourrière

K. Assia

bre global des individus arrêtés à 27. Des comprimés psychotropes, du kif traité et un montant de plus de 50 millions de centimes ont été saisis à l'issue de cette opération visant à sécuriser les biens et les personnes.

D'autre part, plusieurs véhicules ont été contrôlés et deux ont été mis en fourrière. Les policiers ont également mis en fourrière 12 motos et ont relevé 11 infractions routières à la réglementation.

Pour ce qui est du contrôle de la qualité et de la conformité des produits mis sur le marché, 10 commerces ont été inspectés de sorte que les policiers ont vérifié si les conditions de l'exercice de l'activité sont respectées. Les 27 personnes arrêtées seront présentées au tribunal après enquête.

Bir El Djir

Deux blessées dans l'incendie d'un véhicule GPL

Deux personnes âgées de 40 et 42 ans ont été blessées dans l'incendie d'un véhicule GPL survenu hier matin dans une station-service dans la commune de Bir El Djir. Selon la protection civile, les victimes souffrant de brûlures légères ont reçu les premiers soins avant d'être transportées vers l'hôpital pour une prise en charge médicale.

L'incident qui s'est produit à 08h23 a été maîtrisé par les pompiers évitant ainsi des dégâts plus importants et tout risque d'explosion.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTÉ... HIE
MEÇABIH Ahmed, 89 ans, Gambetta
BENCHÉIKH Yasmine, 40 jours, Yaghmoracen
AZEDINE Yamina, 96 ans, Larbi Ben M'hidi
BENBAKER Hocine, 74 ans, Centre-ville

Relizane, Tiaret

Ouverture de nouveaux marchés pour le Ramadhan

Quatorze marchés de proximité de solidarité ont été ouverts dans la wilaya de Relizane, à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, selon la directrice du Commerce et de la Promotion des Exportations de la wilaya, Mme Makaida Bentaleb.

Me Bentaleb a souligné que ces structures ont été ouvertes dans les communes de Yellel, Sidi Saâda, Mendès, Sidi M'hamed Benali, Ammi Moussa, Ramka, Matmar, Oued R'hiou, Aïn Tarek, Medina, Zemoura, H'madna, Mazouna, ainsi que le chef-lieu de la wilaya. Divers produits alimentaires, légumes, fruits et viandes y sont proposés à la vente.

Ces marchés de proximité connaissent la participation de plus de 20 opérateurs économiques publics et privés, ainsi que des commerçants de gros de produits alimentaires. Ces espaces commerciaux permettent de commercialiser divers produits de consommation à des prix compétitifs, soutenant ainsi le pouvoir d'achat des citoyens, a indiqué la même direction, soulignant que ces marchés rencontrent un large succès auprès des habitants et qu'ils seront généralisés à travers les 13 daïras de la wilaya.

Par ailleurs, la Direction du Commerce et de la Promotion des Exportations de la wilaya de Relizane a mobilisé 44 brigades de contrôle, renforcées par des éléments des services vétérinaires de la Direction des Services Agricoles et des services de sé-

curité, afin de mener des opérations régulières de contrôle de la qualité et de lutte contre la spéculaton. Dans la wilaya de Tiaret, neuf marchés de proximité ont été ouverts dans les grandes villes, selon le directeur du commerce, Fouad Helaili.

En marge de l'ouverture du marché de proximité du chef-lieu de la wilaya, sous la supervision du wali de Tiaret, Said Khalil, M. Helaili a indiqué que des marchés similaires ont été ouverts dans les 9 villes des daïras de la wilaya, et ce en raison de la disponibilité des sites. De plus, des points de vente seront installés dans cinq autres villes, et seront organisés quotidiennement sur les places publiques en coordination avec les autorités locales.

M. Helaili a également souligné que tous les produits de consommation nécessaires durant le mois de Ramadhan sont disponibles dans ces marchés, fournis par des opérateurs publics et privés, tels que les viandes locales et importées (blanches et rouges), l'huile de table, le sucre, le café, les pâtes, les légumineuses, le lait, la farine, les dattes et les épices.

Ces produits sont proposés à des prix réglementés et d'autres avec une faible marge bénéficiaire.

Aïn Temouchent

Les communes côtières appelées à augmenter leurs revenus

La wilaya d'Aïn Temouchent mise sur la valorisation des biens des communes côtières pour les exploiter de manière appropriée durant la saison estivale, afin d'augmenter les revenus de ces collectivités locales, selon les services de la wilaya.

Le wali d'Aïn Temouchent Mabrouk Ould Abdennabi a insisté dernièrement lors d'une visite sur le site de la plage "Sidi Djelloul", dans la commune de Sidi Safi, sur l'exploitation optimale des ressources disponibles dans les communes côtières, ce qui permettra d'augmenter leurs revenus, surtout pendant la saison estivale, qui attire un nombre important d'estivants".

Le wali a donné des instructions au président de l'APC de Sidi Safi pour "commencer l'éla-

boration d'une étude technique pour la réhabilitation du camping familial relevant de cette commune, afin de l'exploiter de manière optimale et en faire une source de revenus pour le trésor public de la collectivité locale".

Cette étude porte sur la mise en place d'équipements et de structures nécessaires pour les activités du camping, et en le renforçant avec l'éclairage public, une cuisine collective, des sanitaires, ainsi que des installations de services, dans le but d'attirer les familles et ceux désirant faire du camping dans les meilleures conditions au niveau de ce site, particulièrement en raison de son attrait naturel et du manque d'établissements hôteliers dans la région.

Dans la commune de Sidi

Mascara

Une unité d'hémodialyse à l'hôpital de Oued El Abtal

Une unité d'hémodialyse a été mise en service, en fin de semaine à l'établissement public hospitalier de Oued El Abtal.

Cette nouvelle unité, mise en service par le wali de Mascara, Fouad Aïssi, a été réalisée dans le cadre d'un projet consistant à aménager une salle polyvalente, auparavant inutilisée, dans la ville de Oued El Abtal et à la transformer en unité spécialisée en dialyse. Ce nouvel équipement est doté de six nouvelles machines de dialyse, financées par le budget de la wilaya, qui viennent s'ajouter aux quatre appareils déjà dispo-

nibles à l'hôpital, sachant que cette unité prendra en charge 18 patients souffrant d'insuffisance rénale dans la région, selon les explications données par le directeur de la santé par intérim, Mohamed Meslem.

La gestion de cette unité est assurée par un médecin spécialiste en néphrologie, un psychologue et un personnel paramédical composé de dix agents, selon le même responsable.

La mise en place de cette structure vise à rapprocher les services de santé des patients souffrant d'insuffisance rénale de la commun-

re, dans un esprit de solidarité avec les familles à faible revenu, grâce à une initiative des commerçants, sachant que les autorités locales ont pris en charge la mise à disposition gratuite des espaces, notamment les services d'électricité et d'eau, selon le directeur du secteur.

A la fin de sa visite, le wali a annoncé la prise de plusieurs mesures pour garantir la disponibilité des produits à des prix abordables pour les citoyens.

Parmi ces mesures, il a mentionné l'ouverture de quatre points de vente pour la viande importée par l'Office régional des viandes de l'Ouest, l'un d'eux est destiné à approvisionner les boucheries dans les 42 communes de la wilaya. De plus, 48 tonnes de viande blanche seront mises sur le marché, durant la première semaine du mois sacré, ainsi que des points de vente supplémentaires dans les villes pour le lait.

Il a également ordonné de garantir la disponibilité de tous les produits à forte demande, jusqu'à la fin du mois de Ramadhan et à des prix inférieurs à ceux pratiqués par les détaillants, en plus d'utiliser les espaces voisins de ces marchés de proximité pour la vente de légumes et de fruits.

Benadda, le premier responsable de l'exécutif de la wilaya a donné des instructions pour exploiter un terrain inutilisé sur la plage "El Hilal" et le transformer en parking pour les estivants, ce qui permettra de générer des revenus pour cette commune côtière. Le wali a également insisté sur "la fourniture de toutes les conditions nécessaires sur les plages "Wouroud" et "Hilal", relevant de la commune de Sidi Benadda, ainsi que sur l'organisation de campagnes de nettoyage bénévoles, en associant tous les secteurs concernés dans les préparatifs pour la saison estivale". Il a enfin souligné l'importance de l'aspect esthétique de la plage "le puits" à Beni Saf, et la nécessité d'aménager son front de mer en respectant les particularités de cette ville côtière.

ne de Oued El Abtal et des zones rurales avoisinantes, afin de leur éviter de se déplacer à l'établissement public hospitalier de Tighenif pour leurs séances de dialyse, selon la même source.

Lors de la cérémonie, le wali Fouad Aïssi a souligné que les autorités de la wilaya, en collaboration avec la direction de la santé, continueront à renforcer les services d'hémodialyse dans les établissements publics hospitaliers de la wilaya avec de nouveaux appareils de dialyse, afin d'assurer de bons soins aux insuffisants rénaux de la wilaya.

Bordj Badji Mokhtar

Des efforts pour améliorer la distribution de l'eau



Les efforts du secteur de l'hydraulique dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar sont axés sur l'amélioration de la qualité de service en matière de l'approvisionnement en eau potable (AEP), pour répondre aux besoins des citoyens de cette région frontalière, selon les services de la wilaya.

Lors d'une récente visite d'inspection des chantiers de plusieurs installations d'eau dans la commune du chef-lieu de wilaya, le wali, Mahfoud Benflis, a souligné la nécessité de veiller à l'amélioration de la qualité du service en matière de l'approvisionnement en eau potable au profit de la population locale, et accélérer le rythme des travaux pour achever les projets liés à ce secteur.

La délégation de la wilaya a inspecté l'état d'avancement des travaux d'un puits profond qui alimente le réservoir d'eau (1000 m³) au niveau du quartier ouest de la ville

de Bordj Badji Mokhtar, avant d'écouter les préoccupations des habitants du même quartier.

Le wali a aussi inspecté l'état des réservoirs d'eau et des puits profonds dans la même collectivité, à savoir le réservoir d'eau (1000 m³) jouxtant le complexe sportif, une autre structure similaire (600 m³) au quartier 5 Juillet, et le réservoir d'eau de 1000 m³ au quartier 800 logements ruraux.

A cette occasion, M. Benflis a donné des instructions concernant la création des équipes spécialisées pour prendre en charge les pannes et les fuites d'eau et d'éviter les perturbations dans la distribution de l'eau potable.

Il a appelé les responsables du secteur à redoubler d'efforts pour le pompage de grandes quantités de ce produit vital au profit des citoyens, ainsi qu'à se préparer pour la période estivale.

Timimoun

De nouvelles spécialités pour la formation professionnelle

Les établissements de la formation professionnelle à Timimoun ont introduit de nouvelles spécialités, au titre de la session de février 2025, pour répondre aux besoins du marché du travail en main d'œuvre qualifiée et accompagner le développement local, selon les services du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

Réparties entre la formation résidentielle et la formation par apprentissage, ces nouvelles spécialités concernent notamment le secteur agricole y compris l'entretien du matériel agricole, le jardinage, ainsi que l'hôtellerie, le tourisme et le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), a-t-on précisé.

En prévision de la prochaine rentrée, les services du secteur ont organisé, en coordination avec l'inspection locale du travail et l'agence de wilaya de l'emploi, des visites sur le terrain auprès des entreprises économiques afin de recueillir des offres d'apprentissage, a fait savoir le directeur du centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA-2/Moudjahid Dine Slimane), Moulay Dil Hocine.

Des actions d'information et de sensibilisation ont été lancées pour souligner l'importance de la forma-

tion professionnelle et faire connaître les nouvelles spécialités répondant aux exigences des grands projets dans la région, notamment celui de l'entrepreneuriat algéro-italien dans l'agriculture et l'agro-industrie, a-t-il ajouté.

De son côté, le chef du service d'information, d'orientation et de numérisation, au sein du même établissement pédagogique, Mohamed Aghiaiti, a souligné que la nomenclature de la formation professionnelle a été établie sur la base des recommandations de la commission de wilaya de partenariat du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

La maison de l'accompagnement et de l'insertion professionnelle joue un rôle de liaison entre les diplômés des établissements du secteur et le monde du travail, en plus de les encourager à créer des micro-entreprises, tout en assurant l'accompagnement nécessaire dans toutes les démarches, a estimé, Fatma Mahdaoui, chargée de la gestion de cette structure.

Elle a également souligné la nécessité de donner la priorité à ces diplômés dans l'accès au foncier agricole ou industriel afin de concrétiser leurs projets.



NEW DELHI – Pour ceux d'entre nous qui ont été attentifs aux tactiques d'intimidation employées par le Premier ministre indien Narendra Modi ces dix dernières années, les événements actuels aux États-Unis, depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, suscitent un sentiment de déjà-vu. En Inde, nous l'avons en effet appris à nos dépens : les dirigeants autoritaires se montrent souvent beaucoup plus dangereux au cours de leur second mandat que durant le premier.



PAR JAYATI GHOSH

Professeure d'économie à l'Université du Massachusetts d'Amherst *

Cela s'explique aisément : au stade de leur deuxième mandat, ces dirigeants ont appris à maîtriser le système. Ils savent comment imposer leur volonté aux institutions, et comment les démanteler lorsqu'elles ne servent plus leurs intérêts, ce qui leur permet d'appliquer leur agenda de manière agressive.

La récente visite de Modi à Washington souligne les similitudes frappantes entre lui et Trump. Tous deux sont connus pour leurs changements de politique soudains et imprévisibles, qui plongent leurs adversaires dans l'incertitude quant à la suite des événements. Tous deux sont fiers de leur approche perturbatrice, à géométrie toutefois variable. Car s'ils s'efforcent de mettre à mal les institutions, de faire voler en éclats des règles de longue date, et d'affaiblir les gardes-fous démocratiques, tous deux prennent d'un autre côté soin de protéger et de récompenser leurs groupes d'intérêt privilégiés.

Plus important encore, leur style d'exercice du pouvoir repose sur une politique de division et d'intolérance, destinée à consolider leur pouvoir ainsi qu'à enrichir les capitalistes oligarchiques – dont les intérêts et la fortune sont étroitement liés aux leurs – au détriment du plus grand nombre. Tous deux recourent massivement à la manipulation de l'opinion publique, exploitant les médias de masse pour promouvoir leur narratif de prédilection, et réprimer toute dissidence.

Ces tactiques composent le parfait manuel des aspirants autoritaires à travers le monde. Aussi différents qu'ils puissent paraître, les dirigeants autoritaires d'aujourd'hui s'étudient mutuellement de très près – non pas pour gouverner plus efficacement, mais pour renforcer leur emprise sur le pouvoir.

Le contrôle des données s'inscrit au cœur de cet exercice, entraînant un changement fondamental dans la manière dont les informations publiques sont consultées et utilisées. Alors même que les citoyens du monde entier sont de plus en plus contraints de fournir leurs données personnelles à des dirigeants autoritaires.



res ainsi qu'à leurs alliés – tels qu'Elon Musk et ses acolytes du Department of Government Efficiency (DOGE) – ils se voient refuser l'accès aux informations nécessaires pour demander des comptes à ces dirigeants.

C'est en Inde que cette situation s'observe de la manière la plus frappante, le gouvernement Modi malmenant et militarisant systématiquement les organismes indiens en charge des statistiques, qui comptaient autrefois parmi les plus fiables dans les pays en voie de développement. Ce gouvernement a commencé par politiser la Commission nationale des statistiques, qui était à l'origine un organisme indépendant composé d'experts chargés de vérifier et de superviser la collecte des données officielles. Il s'est ensuite attaqué à l'Office central des statistiques, qui recueille la plupart des données économiques, anéantissant ainsi la crédibilité de l'OCS. Sous prétexte d'une révision de routine de l'année de référence pour les prévisions de croissance, le gouvernement a modifié la méthodologie de l'OCS de façon à gonfler les estimations de croissance, jetant ainsi le doute sur la fiabilité des données économiques officielles. De même, le gouvernement a brusquement rendu indisponible l'enquête de 2017-2018 sur les dépenses de consommation – un outil pourtant essentiel pour évaluer le bien-être de la population – semble-t-il parce qu'elle révélait une baisse de la consommation et une augmentation de la pauvreté dans l'Inde rurale.

Au moment où l'enquête 2022-2023 sur les dépenses des ménages devait être publiée, le gouvernement a de nouveau modifié la méthodologie. Par la suite, à l'approche des élections générales de 2024, il a rendu publique une « fiche d'information » selon laquelle le taux de pauvreté était tombé à 5 %.

Le gouvernement Modi redoute tellement de disposer de données fiables qu'il est allé jusqu'à refuser d'effectuer le recensement décennal, qui devait avoir lieu en 2021, et n'a toujours pas précisé à quelle date il serait mené. Résultat, les données officielles les plus récentes concernant la population, la démographie, l'emploi et les conditions de vie en Inde datent de 2011.

Démême, les audits relatifs aux politiques et programmes du gouvernement sont tus ou discrètement enterrés lorsqu'ils aboutissent à des conclusions défavorables. Le rapport officiel relatif au projet de nettoyage du Gange n'a par exemple jamais été publié. Durant la pandémie de COVID-19, les chiffres officiels de la mortalité ont été largement contestés, le gouvernement refusant de reconnaître les estimations indépendantes

menées par l'Organisation mondiale de la santé concernant la surmortalité dans le pays. L'enquête nationale sur la santé des familles, menée par le ministère de la Santé et par l'Institut international des sciences de la population (IIPS) – un organisme semi-indépendant – n'a pas été épargnée. Après la publication d'un rapport mettant en évidence des niveaux de nutrition médiocres et des services d'assainissement défaillants, le directeur de l'IIPS a été contraint de démissionner, pour un motif apparemment sans rapport avec l'enquête. Le message adressé aux chercheurs était clair : c'est à vos risques et périls que vous contredez le discours du gouvernement.

Texte historique en matière de transparence, la loi de 2005 sur le droit à l'information, adoptée par le précédent gouvernement du Congrès national indien, a elle aussi été vidée de sa substance. Le gouvernement Modi a délibérément laissé vacants plusieurs postes clés, et nommé seulement des effectifs voués à céder à la pression politique, veillant ainsi à ce que la plupart des requêtes restent sans réponse.

Les efforts fournis par le gouvernement pour se soustraire à l'obligation de rendre des comptes ont été largement couronnés de succès. Seulement voilà, en faisant primer la propagande sur la gouvernance, le gouvernement choisit l'aveuglement face aux réalités économiques et sociales de l'Inde, ce qui l'empêche de prendre des décisions politiques éclairées.

Dans le même temps, les Indiens sont contraints de fournir plus de données personnelles que jamais, compte tenu de l'expansion d'Aadhaar, un système d'identification biométrique désormais lié à leurs comptes bancaires, déclarations d'impôts, numéros de téléphone portable, déplacements et principales transactions. Ce système crée d'ores et déjà des conséquences désastreuses, plusieurs millions d'Indiens se voyant en effet refuser le versement de leur salaire, d'allocations alimentaires et d'autres prestations essentielles, en raison de la non-concordance de leurs empreintes digitales.

Or, en dépit des risques, l'Inde n'a toujours pas mis en place de cadre relatif à la protection des données. En l'absence de contrôle, les violations de données sont monnaie courante. Par ailleurs, dans la mesure où les grandes sociétés technologiques s'inscrivent en phase avec les décisions du gouvernement, elles qui détiennent d'ores et déjà d'immenses quantités de données personnelles, les conséquences pourraient être dévastatrices.

Il est évidemment possible que les États-Unis ne suivent pas la même trajectoire politique que celle de l'Inde. Les institutions américaines, notamment le pouvoir judiciaire, conféreront peut-être une certaine protection, à condition qu'elles tiennent bon, et qu'elles ne s'effondrent pas comme leurs équivalentes indiennes. Il n'en demeure pas moins que l'autoritarisme monte en puissance. Nous devons impérativement identifier et résister aux efforts consistant à utiliser les données officielles contre la démocratie.

*Est membre de la Transformational Economics Commission du Club de Rome, et coprésidente de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés.

Les déplacements climatiques sont aussi une crise sanitaire

AMSTERDAM – Chaque année, 21,5 millions de personnes sont déplacées de force en raison d'inondations, de sécheresses, d'incendies et de tempêtes. Ce chiffre devrait augmenter de façon spectaculaire au cours des prochaines décennies, puisque 1,2 milliard de personnes devraient être contraintes de quitter leur foyer d'ici à 2050. La crise climatique en cours n'est pas seulement une catastrophe humanitaire, mais aussi une urgence sanitaire mondiale.



PAR JAYASREE K. IYER

Directeur général de la Access to Medicine Foundation.

Les déplacements climatiques constituent une menace directe et indirecte pour la santé publique. En perturbant les services de soins, ils privent les communautés touchées de l'accès aux médecins, aux hôpitaux et aux pharmacies. Les migrations induites par le climat exacerbent également la pauvreté, la surpopulation et l'instabilité sociale. La production alimentaire est souvent gravement affectée, tandis que les conditions de vie insalubres favorisent la propagation des maladies infectieuses. Alors que la crise climatique menace de faire dérailler les efforts mondiaux pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies, la santé et le bien-être de centaines de millions de personnes dans les pays en développement sont menacés. Les pays à revenu élevé ne sont pas épargnés : aux États-Unis, 3,2 millions d'adultes ont été déplacés ou évacués en raison de catastrophes naturelles au cours de la seule année 2022.

Les entreprises pharmaceutiques doivent jouer un rôle central dans le renforcement de la résilience de la santé mondiale. Leur participation est particulièrement importante dans les zones de conflit qui se trouvent en première ligne de la crise des déplacements climatiques, où les médicaments et les vaccins vitaux font souvent défaut.

L'industrie pharmaceutique a fait des progrès dans la réduction des émissions de dioxyde de carbone et l'adoption de pratiques plus durables, mais ses efforts sont loin d'atténuer les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées au climat. Ces

vulnérabilités ont été mises en évidence en 2017, lorsque louragan Maria a dévasté le secteur de la fabrication de médicaments de Porto Rico, qui représentait alors près de 10 % de tous les médicaments consommés aux États-Unis.

Certaines entreprises pharmaceutiques, comme Novartis et Novo Nordisk, ont lancé des programmes ciblés pour aider les populations déplacées par des événements météorologiques extrêmes, tandis que d'autres ont fait des dons en espèces ou en fournitures en réponse à des catastrophes naturelles. La demande pour ces dons a augmenté avec l'accroissement des besoins climatiques et humanitaires. Hikma, un fabricant de médicaments génériques fondé en Jordanie, a déclaré 4 millions de dollars de dons en 2020, et 4,9 millions de dollars en 2023, principalement pour répondre aux besoins de la région environnante.

Aucune entreprise n'a élaboré de stratégie globale pour garantir aux communautés déplacées un accès durable aux produits de santé. Une approche plus globale est nécessaire. Face à la crise actuelle des déplacements climatiques, les entreprises pharmaceutiques devraient adopter une stratégie à quatre volets pour renforcer les systèmes de soins de santé.

Tout d'abord, elles pourraient aider à fournir des médicaments aux communautés vulnérables dans les zones reculées en réorganisant leurs chaînes d'approvisionnement, qu'il s'agisse de redondance dans les réseaux d'expédition ou de renfoncer des produits pour qu'ils soient plus stables dans les climats chauds, où la réfrigération n'est pas toujours possible. En outre, ils devraient inclure des systèmes robustes pour la distribution à grande échelle de médicaments génériques, qui sont souvent les outils les plus efficaces pour gérer les épidémies.

Deuxièmement, les entreprises pharmaceutiques doivent investir dans la recherche et le développement afin de créer des vaccins, des diagnostics et des traitements qui ciblent les maladies sensibles au climat. La hausse des températures mondiales accélère la propagation des maladies transmises par les

moustiques, comme la dengue, le paludisme et le virus Zika, ainsi que des maladies transmises par l'eau, comme le choléra et la shigellosis, ce qui expose les populations déplacées à un risque encore plus grand.

Pourtant, malgré le besoin d'innovation, l'indice 2024 d'accès aux médicaments – qui évalue les efforts des entreprises pharmaceutiques pour améliorer l'accès aux médicaments essentiels dans les pays en développement – montre que le pipeline de R&D pour les pathogènes émergents et les maladies tropicales négligées est en train de se tarir. Ce problème est aggravé par le manque de recherche de nouveaux antibiotiques pour lutter contre la menace croissante de la résistance aux antimicrobiens, exacerbée par les conditions météorologiques extrêmes et le manque d'hygiène.

Troisièmement, les entreprises pharmaceutiques devraient établir des partenariats à long terme avec des organisations humanitaires axées sur les déplacements climatiques. Les collaborations public-privé se sont également avérées efficaces pour renforcer la résilience sanitaire. Depuis 2010, par exemple, les principaux fabricants de vaccins comme GSK et Pfizer ont fourni à Gavi, l'Alliance du vaccin, des milliards de doses de vaccins. Ils ont ainsi protégé les populations vulnérables dans certains des pays aux ressources les plus limitées du monde.

Enfin, les entreprises pharmaceutiques doivent redoubler d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'ensemble de leurs chaînes de valeur. Bien que l'impact des produits pharmaceutiques sur le climat fasse l'objet de moins d'attention que celui des industries manufacturières traditionnelles, le secteur émet plus de CO₂ par million de dollars de chiffre d'affaires que l'industrie automobile.

Le soutien actif et l'engagement des actionnaires, des employés et des autres parties prenantes sont essentiels. Les investisseurs, en particulier, doivent encourager les entreprises à aligner leurs pratiques commerciales sur les objectifs mondiaux en matière de santé et de climat. Il ne s'agit pas seulement d'un choix éthique, mais aussi d'un choix qui promet d'importants avantages financiers et de réputation à long terme.

Le déplacement climatique n'est pas une menace lointaine ou hypothétique ; il s'agit d'une urgence sanitaire qui s'aggrave rapidement. L'industrie pharmaceutique a la responsabilité morale d'agir. Pour le faire efficacement, les entreprises doivent prendre de l'avance et fournir des traitements vitaux à ceux qui sont en première ligne de la crise climatique.

La clé pour réduire l'écart de développement

PARIS — En 2015, les États membres des Nations unies se sont engagés, à l'unanimité, à œuvrer pour «la paix et la prospérité des peuples et de la planète», en réalisant 17 objectifs de développement durable d'ici à 2030. Bien que ce programme soit d'une ambition sans précédent – mettre fin à la faim, réduire les inégalités, stimuler la croissance économique, parvenir à l'égalité des sexes, arrêter le changement climatique et garantir l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'énergie –, beaucoup s'attendaient à ce que le monde fasse des progrès significatifs.



PAR PASCAL LAMY¹, AGNES KALIBATA²,
ET IBRAHIM ASSANE MAYAKI³

- ¹. Ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, est vice-président du Forum de Paris pour la paix et coprésident d'Atlas.
- ². Ancienne ministre de l'Agriculture du Rwanda, est présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique.
- ³. Ancien premier ministre du Niger, est l'envoyé spécial de l'Union africaine pour les systèmes alimentaires et coprésident d'Atlas.

Mais la triste et dure vérité est que seuls 12% des 140 objectifs mesurables des ODD (Objectifs de développement durable) avancent dans la bonne direction, et que plus de 30% d'entre eux sont au point mort ou reculent.

Il y a cependant encore de l'espoir. Un seul secteur détient la clé pour combler la moitié des lacunes en matière de développement durable : les systèmes agroalimentaires en Afrique. Le continent abrite plus de la moitié des personnes confrontées à l'extrême pauvreté et plus de la moitié de celles qui sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Une personne sur cinq dans la région souffre de sous-alimentation et près d'un enfant sur trois est affecté par un retard de croissance. L'Afrique abrite également environ un cinquième de la main-d'œuvre agricole mondiale et devrait accueillir 49% des migrants déplacés par les chocs climatiques d'ici à 2050.

L'investissement dans les systèmes agroali-

mentaires africains peut donc avoir un impact considérable, en nous permettant de nous attaquer à toute une série de problèmes épineux – de la faim à la mauvaise santé en passant par la pauvreté et le manque d'éducation – à l'échelle nécessaire pour suivre la croissance de la population africaine, qui devrait doubler pour atteindre 2,4 milliards d'habitants d'ici à 2050.

Le plus grand obstacle est d'ordre financier. Les systèmes agroalimentaires africains sont gravement sous-financés : le secteur reçoit moins de 3% des fonds de développement mondiaux et moins de 5% des investissements totaux en Afrique, qu'ils soient publics, privés ou liés au développement. L'agriculteur africain moyen reçoit moins de 140 dollars par an en investissement total, ce qui est bien inférieur aux chiffres comparables de l'Inde (800 dollars), du Brésil (1 800 dollars) ou de la Thaïlande (2 000 dollars). Certains Britanniques et Américains dépensent plus en café en l'espace d'un mois.

Ce sous-financement chronique a eu de lourdes conséquences. La productivité agricole africaine est inférieure de 60% à la moyenne mondiale et les importations de denrées alimentaires devraient coûter au continent 110 milliards de dollars par an d'ici à 2030. Mais avec des capitaux ciblés et une attention soutenue, cette situation peut changer. L'augmentation de la productivité agricole permettrait de nourrir une population croissante, de réduire la dépendance à l'égard des importations, de protéger la biodiversité et de restaurer la santé des sols. Des investissements plus importants dans le secteur peuvent garantir les moyens de subsistance de 250 millions de petits agriculteurs et répondre au besoin urgent

de résilience climatique, dans une région touchée de manière disproportionnée par le réchauffement de la planète.

Les avantages de l'investissement dans les systèmes alimentaires africains s'étendent bien au-delà du continent. Les puits de carbone naturels de l'Afrique continueront à atténuer le changement climatique, mais seulement si l'on préserve ces systèmes. Des systèmes agricoles renforcés peuvent stabiliser les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales contre les perturbations causées par les pandémies, les conflits et les chocs climatiques, en aidant à réhabiliter les terres agricoles du continent, dont 65% sont dégradées.

Pour obtenir des avantages à l'échelle mondiale, il faut un engagement à l'échelle mondiale. Heureusement, les systèmes agroalimentaires africains représentent une opportunité commerciale convaincante. Outre le fait que le continent dispose d'une main-d'œuvre jeune et de plus en plus qualifiée et d'une grande partie des terres arables restantes, les investissements dans ses systèmes alimentaires sont 2,5 à 3 fois plus efficaces pour augmenter les revenus que ceux réalisés dans d'autres secteurs.

Les investisseurs ont également tout à gagner à associer les investissements agroalimentaires à des investissements dans des infrastructures comme l'énergie, l'eau et la technologie, qui transformeront les systèmes agricoles africains en sources majeures de croissance. Des centaines de petites et moyennes entreprises acheminent déjà des intrants, fournissent des services et transportent chaque jour des centaines de millions de tonnes de denrées alimentaires entre les zones rurales et urbaines. Il s'agit là d'une base solide sur laquelle les

investisseurs peuvent s'appuyer.

Que doit-il se passer ensuite ? Lors du Forum de Paris sur la paix, en début d'année, nous avons dévoilé l'Agricultural Transitions Lab for African Solutions (Atlas), une plate-forme permanente destinée à plaider en faveur d'une augmentation des investissements, à aligner les priorités et à promouvoir la transparence et la responsabilité dans les systèmes agroalimentaires africains. Depuis lors, 30 organisations se sont jointes à l'initiative, ce qui témoigne d'un réel élan en sa faveur. Les membres proviennent du secteur privé, notamment du groupe OCP et du Boston Consulting Group, d'organisations de développement (notamment l'Agra et la campagne ONE) et de financiers de premier plan, tels que la Société financière internationale et l'Agence française de développement (AFD).

À l'occasion de la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos, Atlass lance le défi «2x30», qui invite les principaux bailleurs de fonds du développement à s'engager à doubler le total des investissements annuels (d'environ 50 milliards de dollars à 100 milliards de dollars) dans les systèmes agroalimentaires de l'Afrique d'ici à 2030. Pour s'assurer que les financements supplémentaires se matérialisent et ont un impact significatif, ils feront l'objet d'un suivi par le biais d'un baromètre annuel des investissements.

L'augmentation des investissements est un premier pas vers la mise en place de systèmes alimentaires africains plus productifs, plus durables et plus résistants. Soutenir les agriculteurs africains n'est pas seulement une opportunité. Il est indispensable pour atteindre les objectifs de développement mondiaux.

Comment les économistes peuvent sortir du désert

AUSTIN — Dans un remarquable catalogue d'horreurs publié dans le New York Times, le journaliste Ben Casselman détaille les «principes fondamentaux» de l'économie traditionnelle qui ont perdu la faveur des politiques : le libre-échange, l'ouverture des frontières, la taxe carbone, l'austérité budgétaire.

participent aux réunions – fermement contrôlées par le courant dominant –, ils sont relégués dans de petites chambres d'hôtel satellites. Aucune erreur ne peut gêner suffisamment les «grands» économistes pour qu'ils renoncent aux places de choix.

L'emprise des idées convenues est profondément ancrée dans les normes institutionnelles. Pour être un «grand» économiste, il faut être titulaire dans un «grand» département d'économie, ce qui implique de publier dans une «grande» revue – un chas d'aiguille étroitement contrôlé par l'orthodoxie. Le seul autre moyen d'accéder au prestige professionnel est d'être nommé à un poste de haut niveau à la Maison-Blanche, à la Réserve fédérale, au Trésor américain ou peut-être au Fonds monétaire international. Les chercheurs hétérodoxes sont dispersés, leurs départements sont sous-financés et mal classés. Le fait de défendre un point de vue dissident cohérent – en particulier un point de vue juste sur le fond – les empêche d'assister au type de réunion que Casselman a observé.

Pourtant, rien de tout cela n'explique pourquoi le bilan de l'économie traditionnelle est si médiocre et pourquoi elle produit des politiques médiocres et souvent impossibles à mettre en œuvre sur le plan politique. À propos de l'inflation, l'ancienne présidente du Conseil des conseillers économiques, Christina Romer, a déclaré : «Nous sommes tous assis ici à essayer de diagnostiquer ce qui n'a pas fonctionné». Cette remarque aurait pu s'appliquer à tous les sujets abordés dans le catalogue de Casselman.

Oren Cass, polémiste conservateur talentueux qui a servi de faire-valoir aux économistes modérés et libéraux réunis à San Francisco, a raison de dire que «tout a été faux». Cass désigne à juste titre la théorie

de l'avantage comparatif comme l'une des principales erreurs de la discipline, bien qu'elle soit loin d'être «l'erreur la plus fondamentale» et qu'elle ne fonctionne «pas très bien quand on la présente à des élèves», comme il l'affirme.

Exercice théorique sans application dans le monde réel, l'avantage comparatif a été inventé par l'agent de change britannique David Ricardo au début du XIXe siècle pour promouvoir et justifier une politique de libre-échange qu'il soutenait déjà. La théorie de Ricardo servait l'intérêt national – le libre-échange profitait à la puissance économique dominante, à savoir la Grande-Bretagne – et à la classe commerciale-industrielle montante. En Amérique, à l'époque, le libre-échange était la politique des planteurs et des fermiers. Il ne s'est imposé qu'au milieu du XXe siècle, lorsque les États-Unis ont supplanté la Grande-Bretagne en tant que première économie industrielle du monde. Avant cela, la protection commerciale était le «Système Américain», qui avait son pendant en Allemagne et qui était largement imité en Asie.

Une explication plus profonde pourrait même déranger Cass. Les économistes tirent leurs théories de la parabole de l'échange et de l'hypothèse selon laquelle les marchés sont la principale institution économique. Cela leur permet de traiter la production comme une réflexion après coup – organisée en pseudo-marchés du travail, du capital, de la technologie, et ainsi de suite – et de s'accrocher à l'illusion de l'équilibre. L'idée réconfortante qui soutient les modèles des économistes est que – toutes les déviations, comme les monopoles, mises à part – les marchés, dans un cadre idéal, régleront tous les problèmes.

Dans tous les autres domaines de la con-

nissance humaine, les théories de l'équilibre ont disparu après le milieu du XIXe siècle, lorsque l'évolution et la thermodynamique ont commencé à dominer la pensée scientifique. Les économistes traditionnels sont les seuls à avoir résisté, préférant les vérités triviales des modèles mathématiques autonomes à l'engagement dans le monde réel.

Une vision thermodynamique comprend que c'est la production, et non l'échange, qui est primordiale. Sans production, il n'y a rien à échanger. L'acquisition et la mobilisation des ressources nécessaires à la production nécessitent des investissements fixes, réalisés par les organisations dans l'espoir de réaliser des bénéfices. Tous ces investissements sont incertains. Et toute activité doit être régulée – tout comme votre tension artérielle ou la température du moteur de votre voiture.

Il n'y a pas de marché sophistiqué – en fait, pas de marché – sans gouvernement, et il n'y a pas de gouvernement sans frontières et sans limites pour déterminer sa juridiction. Rien que pour cette seule raison, la mondialisation était destinée à se terminer dans le chaos.

Il n'est pas difficile d'adapter sa pensée à ce paradigme bien établi, avec lequel toutes les autres branches des sciences naturelles et sociales se sont familiarisées il y a longtemps. De nombreuses questions politiques – le commerce, les inégalités, l'énergie, les taux d'intérêt et d'actualisation, les déficits et la dette, le pouvoir de monopole – s'éclaircissent soudaine. Mais il ne faut pas s'attendre à des progrès tant qu'une école de pensée dépassée monopolisera les ressources des universités, les revues, les promotions, les fonds de recherche – et les premières places aux réunions annuelles d'économie.

Coupe de la CAF (1/4 de finale) Madjer évoque le match USM Alger-CS Constantine

La légende du football algérien, Rabah Madjer, a qualifié le quart de finale de la Coupe de la Confédération de football entre l'USM Alger et le CS Constantine de duel «hautement imprévisible». «Ce match dépassera toutes les attentes, car chaque équipe est un livre ouvert pour l'autre. Elles disposent de toutes les informations sur leur adversaire, notamment parce qu'elles évoluent dans le même championnat», a déclaré Madjer à l'issue du tirage au sort effectué à Doha. L'ancien sélectionneur national a sou-

ligne la particularité de cette confrontation 100 % algérienne. Il a insisté sur le fait que les deux équipes, habituées à s'affronter en championnat, connaissent parfaitement les forces et les faiblesses de l'autre. Lors du match-aller de la Ligue 1, le CSC s'était imposé face à l'USMA à domicile (1-0), le 21 novembre dernier, pour le compte de la 10e journée, infligeant à son adversaire sa première défaite de la saison. Le match-aller de la Coupe de la Confédération se jouera le mercredi 2 avril au stade Chahid-Hamlaoui de

Constantine, alors que la seconde manche aura lieu une semaine plus tard : le mercredi 9 avril, au stade olympique du 5-Juillet. Le vainqueur de cette double confrontation sera opposé aux demi-finales, à l'autre quart entre l'ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire) et le RS Berkane (Maroc). Lors de la phase de poules, l'USMA, détenteur du trophée en 2023, a terminé leader du groupe C (14 pts), devant l'ASEC Mimosas (8 pts), alors que le CSC s'est qualifié en tant que deuxième du groupe A (12 pts), derrière les Tanzaniens de Simba SC (13 pts).

Ligue 1 : aujourd'hui à 20 h 00 : MCA-PAC Le Mouloudia pour creuser l'écart

Le dernier match de la 17e journée de la Ligue 1, entre le MCA et le PAC, se déroulera ce soir au stade du 5-Juillet. Un derby qui arrive dans un mauvais moment pour les deux équipes. Le MCA vient d'être éliminé en seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie par le CRB et le PAC qui a entamé la phase retour par une défaite à Chlef, confirmant sa baisse de régime et sa dégringolade au classement. Ce qui signifie clairement que le résultat de ce match est important à plus d'un titre. Alors, qui aura le dernier mot ? Entre l'expérience des "Vert et Rouge" et

l'enthousiasme des jeunes pacistes, les paris restent ouverts. Pour le Mouloudia d'Alger, il s'agit d'un match à ne pas rater pour conserver sa place de leader et accentuer son avance sur ses deux dauphins, le CRB et l'USMA, et surtout se réhabiliter avec ses supporters après sa sortie prématurée de l'épreuve populaire. En face, le Paradou AC est dans l'obligation de réagir avant que le doute ne s'installe. Les joueurs du PAC, qui restent sur une mauvaise série de quatre matchs sans victoire, toutes compétitions confondues, doivent sortir le grand jeu pour espérer ve-

nir à bout d'une équipe du MCA, invaincue en championnat depuis sept matchs. Mais ce ne sera pas tâche aisée pour le PAC qui devra faire preuve de force de caractère pour faire face à la pression du merveilleux public mouloudéen. Pour sa part, le Mouloudia d'Alger semble bien déterminé à aller vers l'avant et prouver que sa défaite face au CRB n'est qu'un accident de parcours. En somme, tout reste possible dans un derby indécis et plein de suspense mais entre deux formations qui se connaissent parfaitement.

M. Z.

Sanctions

Six matches de suspension pour Abdellaoui (MCA) et Saad Abdeldjalil (USB)



Abdellaoui (MCA) et Saad (USB) ont écopé chacun de six matchs de suspension fermes plus 50.000 DA d'amende pour «propos injurieux portant atteinte à la dignité et à l'honneur d'un officiel de match». Après avoir auditionné les deux joueurs devant la commission de discipline, ces derniers ont reconnu avoir tenu des propos injurieux», précise l'instance chargée de la compétition. La commission de discipline a constaté que ces deux joueurs ont tenu des propos

injurieux portant atteinte à la dignité et à l'honneur d'un officiel de match, souligne la même source. Par ailleurs, Ablla (MCO) et Masmoudi (ESM) ont été sanctionnés par un match de suspension ferme. En Ligue 2, la commission de discipline a infligé une sanction de dix matchs de suspension ferme au joueur de l'Olympique Magrane, Djamel-Eddine Boudoukha, pour «tentative d'agression sur officiel de match» lors de la 19e journée de son équipe face à l'IB Khemis El

Khechna. La suspension de Boudoukha est assortie d'une amende de 50.000 DA, alors que son équipe, l'Olympique Magrane, a écopé d'une amende de 20.000 DA, pour «mauvais comportement». Pour sa part, le président de l'O. Magrane devra comparaître demain devant la commission de discipline. Le secrétaire général du NRB Teleghma Aziz Seriak, a été suspendu pour six mois pour «comportement antisportif envers officiel de match».

Ligue 2

Le championnat prendra fin le 17 mai prochain

La 30e et dernière journée du championnat de Ligue 2 se déroulera les 16 et 17 mai prochain, selon le programme de la compétition dévoilé par la Ligue nationale de football amateur. Le nouveau bureau de Ligue nationale, réuni pour la première fois depuis son élection le 4 février dernier, a validé les dates des dix dernières journées du championnat de Ligue 2, informe la même source. La 21e journée de compétition aura lieu mercredi 26 et jeudi 27 février, tandis que la 22e journée se déroulera le 8 mars prochain en plein mois de Ramadhan. Deux autres journées (23e-24e) sont programmées en mars 2025. Quatre journées

sont prévues en avril et les deux dernières (29e-30e) au mois de mai. Par ailleurs, les deux matchs en retard des 8es de finale de la Coupe d'Algérie du RC Kouba et de l'US Chaouia contre respectivement l'USM Alger et le CR Be-

louizdad auront lieu le 11 mars prochain. Au terme de la 20e journée de compétition disputée mercredi, le MB Ruissat (Centre-Est) et l'ES Ben Aknoun (Centre-Ouest) sont en tête du classement des deux groupes de Ligue 2.

Les dates des prochaines journées

21e journée :	mercredi 26- jeudi 27 février 2025
22e journée :	vendredi 7- samedi 8 mars 2025
23e journée :	vendredi 14 - samedi 15 mars 2025
24e journée :	vendredi 21 - samedi 22 mars 2025
25e journée:	vendredi 4 - samedi 5 avril 2025
26e journée:	vendredi 11 - samedi 12 avril 2025
27e journée:	vendredi 18 - samedi 19 avril 2025
28e journée :	vendredi 25 - samedi 26 avril 2025
29e journée:	vendredi 9 - samedi 10 mai 2025
30e journée:	vendredi 16 - samedi 17 mai 2025

France De Zerbi compare Gouiri à Gonzalo Higuaín



Depuis son arrivée à l'Olympique de Marseille cet hiver en provenance du Stade Rennais, Amine Gouiri impressionne. Avec cinq actions décisives en trois matchs, l'attaquant algérien a rapidement conquis le cœur des supporters marseillais et de son nouvel entraîneur, Roberto De Zerbi. Ce dernier n'a pas manqué de lui adresser des louanges appuyées lors de la conférence de presse d'avant-match contre l'AJ Auxerre. Interrogé sur l'adaptation de son attaquant, De Zerbi n'a pas caché son admiration et a osé une comparaison flatteuse : «Gouiri me rappelle Gonzalo Higuaín», a confié l'entraîneur italien. «Dans sa façon de se déplacer, de faire jouer l'équipe... Il doit maintenant se spécialiser dans les buts.» Un rapprochement audacieux, qui témoigne de la confiance du technicien italien en son joueur.

Comment Maza et Farsi ont rejoint les Verts

L'arrivée d'Ibrahim Maza en équipe d'Algérie ne s'est pas faite sans tensions. Selon un responsable de la FAF, la fédération allemande aurait tout tenté pour retenir le jeune talent, promis comme un futur membre de la Mannschaft.

Selon ce même responsable qui a dévoilé les coulisses du dossier Maza, l'Allemagne aurait volontairement ralenti les démarches administratives pour empêcher le joueur d'officialiser son changement de nationalité sportive. «La fédération allemande tournait autour du pot, elle temporisait l'envoi des documents pour freiner son arrivée.» Maza était initialement éligible pour trois sélections : l'Allemagne, où il a grandi, l'Algérie, pays de son père, et le Vietnam, pays de sa mère. Au vu du potentiel du joueur, le pays asiatique s'est rapide-

Ligue des champions asiatiques: Mahrez dans l'équipe type



L'international algérien Riyad Mahrez, de retour en très grande forme cette saison, continue d'impressionner sous les couleurs d'Al-Ahli en Arabie saoudite. Auteur de performances remarquables en Ligue des champions asiatique, il a été sélectionné dans l'équipe type de la phase de groupes de la compétition élite pour la saison 2024-2025. Mahrez s'est illustré comme l'un des joueurs les plus décisifs de cette première phase, affichant des statistiques impressionnantes. Lors du dernier match de la phase de groupes contre Al-Gharafa, Mahrez a une nouvelle fois été déterminant en inscrivant un but et en offrant une passe décisive. Son influence a été saluée par la plateforme «SofaScore», spécialisée dans les analyses statistiques, qui lui a attribué une note de 8,16 sur 10. Avec son expérience et son talent, Mahrez demeure une pièce maîtresse du dispositif d'Al-Ahli et un atout de taille pour les prochaines étapes de la compétition. Son objectif sera d'aider son équipe à aller le plus loin possible dans cette Ligue des champions asiatique et, pourquoi pas, d'ajouter un nouveau trophée à son palmarès déjà bien garni.

La Réunion

L'épidémie de chikungunya prend de l'ampleur

Plus de 1.000 nouveaux cas de chikungunya ont été recensés en un mois à La Réunion, département français de l'océan Indien. Face à cette propagation rapide, l'Agence régionale de santé (ARS) multiplie les opérations de démoustication pour freiner l'épidémie, qui touche déjà 19 des 24 communes de l'île.

Près du centre-ville du Tampon, l'une des zones les plus touchées dans le sud de l'île, Yolant Galibert fait du porte-à-porte pour sensibiliser les habitants et repérer d'éventuels foyers de contamination.

«Vous savez que le chikungunya circule?», demande-t-il à Martine Thienlock Sen, avant d'énumérer les symptômes: fièvre, douleurs articulaires, courbatures, voire des plaques rouges sur le corps.

Réceptive, elle autorise les agents sanitaires à inspecter son jardin. «C'est une mesure de prévention, c'est indispensable», dit-elle à l'AFP. Rapidement, un pneu caché dans un fourré rempli d'eau stagnante, propice à la prolifération des moustiques, est repéré.

«Nous allons repasser pour démouster», assure l'agent. En combinaison et masque panoramique, il revient quelques minutes plus tard, pulvérisateur en main.

Depuis août 2024, 1.069 cas de cette maladie, transmise par le moustique tigre, ont été comptabilisés sur l'île de près de 900.000 habitants. «La démousteration per-

met d'éliminer les moustiques adultes et de limiter la transmission du virus», explique Nicolas Odon, ingénieur coordinateur à l'ARS de La Réunion, qui évoque une flambée des cas depuis un mois. Au total, 19 communes sur les 24 que compte le territoire sont touchées, particulièrement dans le sud de La Réunion. Si l'impact sanitaire reste limité avec huit passages aux urgences et sept hospitalisations, selon la préfecture, les autorités appellent à la vigilance. «Plus nous aurons de cas, plus le risque de formes graves augmentera», prévient Nicolas Odon. D'autant que l'été austral et les pluies récentes favorisent la propagation des arboviroses, comme la dengue et le chikungunya.

MÂLES STÉRILES ET BIOCIDE

Jusqu'à cette flambée récente, aucun cas n'avait été signalé à

La Réunion depuis 2010. «Il est probable qu'un habitant ou un touriste ait amené la maladie, puisqu'un moustique soit lui-même devenu contaminant», analyse Nicolas Odon. Le moustique tigre avait été à l'origine de la grande épidémie de chikungunya qui, entre 2005 et 2006, a touché 260.000 personnes dans l'île, dont 225 mortellement. «Certains patients ne pouvaient même pas être touchés: ils présentaient de très fortes douleurs articulaires.

Et les établissements de santé



étaient saturés», se remémore Xavier Deparis, directeur de la veille sanitaire à l'ARS.

Xavier Deparis estime que l'épidémie 2025 devrait être «de moindre ampleur qu'il y a 20 ans», notamment parce qu'elle est pour l'instant concentrée dans l'ouest et le sud de l'île, mais il reste «vigilant». Cette fois, les autorités misent en outre sur une expéri-

mentation pour contrer l'épidémie. A partir d'avril, 10 millions de moustiques tigres stériles seront relâchés dans le sud de l'île, notamment à Saint-Joseph.

Ces mâles irradiés seront recouverts d'un biocide qu'il transmettront aux femelles et aux gîtes larvaires, bloquant ainsi l'élosion des œufs. «L'objectif est de réduire la population

de 90%», explique Jérémie Bouyer, chercheur, spécialiste de la lutte génétique au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. Les moustiques restent les animaux les plus mortels au monde, responsables d'environ 800.000 décès par an, rappelle l'Institut de recherche pour le développement.

Allemagne

Les taxis volants de Lilium déposent à nouveau le bilan



La start-up allemande de taxis aériens Lilium, en grande difficulté, a annoncé vendredi avoir de nouveau déposé le bilan, faute d'avoir reçu à temps les fonds promis par des investisseurs ayant promis leur aide.

Des discussions se poursuivent sur des «solutions alternatives», mais il est «hautement improbable à ce stade» que l'entreprise puisse être sauvée, affirme un communiqué. Créé en 2015, Lilium est l'une des start-up les plus en vue en Allemagne et l'un des acteurs du secteur émergent de l'aviation électrique, développant des jets à décollage vertical pour quatre à six passagers. En manque de liquidités, l'entre-

prise avait reçu en fin d'année des assurances d'un consortium «expérimenté» d'investisseurs européens et nord-américains, qui avait promis plus de 200 millions d'euros pour l'aider à se relancer. Deux mois plus tard, les fonds promis n'ont pas été versés. Par voie de conséquence, «les opérations seront arrêtées», explique l'entreprise, qui évoque une situation «profondément regrettable pour tous les employés», soit environ un millier de personnes.

Le secteur des taxis volants-des technologies qui n'ont pas encore atteint la phase commerciale-est en grande difficulté en Allemagne, avec une autre start-up,

Volocopter, qui a annoncé fin décembre avoir déposé le bilan en raison d'un manque de financements. La question est sensible pour une Allemagne qui veut relancer son économie avec des entreprises innovantes, face aux difficultés des secteurs traditionnels comme l'automobile et la chimie. Lilium a été financé depuis sa création en 2015 par des investisseurs privés originaires des Etats-Unis et de Chine, couvrant près de 1,5 milliard de dollars de pertes.

Elle revendique à ce jour une centaine de commandes fermes et environ 700 pré-commandes dans le monde mais n'a pas encore réalisé de premier vol habité.

Automobile

Stellantis proposera bientôt de lever les yeux de la route

Stellantis va bientôt proposer sur le marché des voitures équipées d'un système de conduite autonome de niveau 3, permettant de lâcher le volant et lever les yeux de la route jusqu'à 60 km/h dans certaines conditions, a annoncé le groupe automobile vendredi.

Déjà proposée par Mercedes et BMW, cette technologie de conduite automatisée est testée aux Etats-Unis et en Italie et «prête à être déployée» par Stellantis, selon les réglementations locales, a indiqué vendredi à des journalistes Doug Wellman, directeur des aides à la conduite (ADAS) pour le groupe.

La technologie est développée pour les plateformes Medium et Large de Stellantis, a précisé M. Wellman, soit des véhicules allant du Peugeot 3008 au Jeep Wagoneer S. Mais le groupe doit encore indiquer quels véhicules parmi ses quinze marques bénéficieront les premiers de cette technologie, et à quel coût. En Allemagne, BMW comme Mercedes la proposent en option autour de 6.000 euros sur leurs vaisseaux amiraux, les Série 7 et Classe S. Cette dernière permettra dès le printemps 2025 de monter à 95 km/h les yeux fermés.

Ce dispositif d'autonomie de niveau 3 (sur une échelle allant jusqu'au



niveau 5, où il n'y a plus de volant) est notamment pensé pour les embouteillages sur les voies rapides, même de nuit ou sous la pluie. Le conducteur peut désormais envoyer des messages ou regarder des vidéos. La plupart des systèmes de conduite autonome, comme chez Tesla, restent pour l'instant de niveau 2 et requièrent l'attention constante du conducteur et ses mains sur le volant. Le niveau 3 représente un «énorme» saut technologique, basé sur l'usage de Lidar, des capteurs laser, a souligné Doug Wellman. Concrètement, au niveau 3, les conducteurs sont avertis que le système «STLA Auto-Drive» est disponible et l'activent via un bouton. La voiture passe alors en pilote automatique, l'ordinateur prenant le contrôle de la vitesse, de la direction et du freinage pour maintenir les distances de sécurité. Mais le conducteur, surveillé par une ou plusieurs caméras, doit pouvoir reprendre rapidement le contrôle en cas de problème.

VILLAS

■ Loue villa R+1, Millénium, Forate : grande cuisine, salon sur jardin + G Séjour, au 1^{er} + 4 chambres + 2 terrasses + 1 garage, bâche à eau, idéale pour cabinet architecture ou dentaire ou crèche. Tél : 0540.61.60.91

APPARTEMENTS

■ Vends F4, LSP, rdc, 2 façades avec vue sur jardin. Sup 89 m² à Misserghine, équipé d'une chaudière, 3 balcons. Tel : 0699.67.94.50. Visite : vendredi et samedi

TERRAINS

■ Vds terrain 200 m², 2 façades, au bord de la route nationale n° 13 Arzew/Tlélat, commune Boufatis, acté + livret foncier viabilisé, eau, élect, gaz – bon voisin – Tel : 0772.63.52.13

EMPLOIS

■ Particulier à Oran cherche une femme de ménage 6j/7 Tél: 0556.31.08.90

■ Médecin spécialiste cherche infirmière diplômée d'Etat, TSS horaire de 8h30 à 14h, du dimanche au jeudi, sis 29 cité du 20 Août, Canastel – Oran - Tél : 0661.34.28.27

LOCAUX

■ Vends locaux commerciaux : local de 33 m² et le second de 41 m², sur artère principale Aïn El Turk, actés + LF – Location F4, 118 m², 2^{ème}, nouvelle résidence. Cabinet ou habitation – Agimobahria – Aïn El-Turk – Tel : 0774.01.89.57



HUISSIERS DE JUSTICE

محضرین قضائیین

لكل إعلاناتكم للبيع بالمخازن العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie

التبرع بالدم الجزائري

أنقذ حياة بقطرة دم



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'EL BAYADH

DIRECTION DES HYDRAULIQUE

N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 098432019001238

INTITULE DE L'OPERATION: TRAITEMENT DES POINTS NOIR A TRAVERS LA COMMUNE D'EL BAYADH
Objet: RENOVATION ET EXTENSION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU BOULEVARD 05 JUILLET CNEP VERS LE POINT DE REJET SID ELHADJ BAHAOUS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE.

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Et la loi 12-23 du 06-08-2023 portant réglementation des marchés publics. La Direction des Hydraulique de la Wilaya d'El Bayadh Informe l'ensemble des intéressées par 1^{er} Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales parue dans les quotidiens : « Le Quotidien D'Oran » : 26/01/2025 et « المغاربي » : 30/01/2025, que l'attribution est comme suite :

OBJET	ATTRIBUTUAIRE	MONTANT AVANT VERIFICATION (DA) EN TTC	MONTANT APRÈS VERIFICATION (DA) EN TTC	NOTE /100	DEPLI	DATE CHOIX
RENOVATION ET EXTENSION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU BOULEVARD 05 JUILLET CNEP VERS LE POINT DE REJET SID ELHADJ BAHAOUS	EGTPH GIERIBI YACINE EL BAYADH NIF: 187320100550144	44.929.800,00	44.929.800,00	84.00	04 MOIS	Moins disant

Le soumissionnaire qui conteste le choix du service contractant peut introduire un recours dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire auprès du comité des marchés publics de la wilaya d'El-Bayadh. Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les soumissionnaires sont invités à se rapprocher auprès du service contractant dans un délai maximum de trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis dans la presse ou le Bomop à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation technique et financière de leurs offres.

LE DIRECTEUR

ANEPE N° 2531002789 Le Quotidien d'Oran 23/02/2025

République Algérienne Démocratique et populaire

Wilaya de Tlemcen

Daira de Tlemcen

Commune de Tlemcen

اعلان عن مزاد

Avis D'adjudication

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Tlemcen lance un avis d'adjudication au niveau du siège de la commune de tlemcen à 11 :00 h pour la location du :
kiosque communal n°06 à l'intérieur du lalla setti pour une mise à prix mensuelle de 42.000.00DA.
local communal n°21 à lalla setti pour une mise à prix mensuelle de 42.000.00DA.
kiosque communal à bab wahren pour une mise à prix mensuelle de 13.200.00DA.

Dossier D'administratif

- Une demande de participation portant le nom prénom de l'adjudicateur, son adresse et sa profession.
- deux photos.
- un chèque postal barré ou un compte bancaire.
- certificat de résidence et adresse bancaire (adresse bancaire actuelle).
- un extrait de rôle apuré.
- une copie du registre de commerce ou un engagement d'inscription au centre national du registre de commerce dont délais qui ne dépasse les 08jours avant la date d'exploitation et le dépôt d'une copie au niveau des services de la commune ,plus un engagement du retrait de registre de commerce.
- extrait du casier judiciaire datant de moins de trois(03) mois.
- une copie de la carte nationale .
- attestation d'affiliation cnas et casnos ou de non affiliation
- un chèque signé ou un reçu de paiement délivré par le trésorier communal contient le 10% du montant de la mise à prix annuelle .
- quittance de paiement des droit du retrait du cahier des charges .
- le cahier de charge signé et paraphé .
- certificat de non-faillite .
- certificat d'engagement des dettes délivré par les services de la commune .
- s'engager à connaître le bien concerné en le constatant et en le visitant sur terrain .

N/B:

*tout dossier incomplet exposera son titulaire à l'exclusion, y a aucune possibilité pour compléter le dossier en cours déroulement de l'opération d'adjudication.

*tous participant ont des dettes envers les services de la commune seront exclu systématiquement.

*la date limite dépôts des offres est fixée à 21jours à compter de la date de parution du présent avis dans les journaux locaux au bomop, et qui sera la même date de déroulement de l'adjudication .

LE PRESIDENT DE L'A.P.C

ANEPE N° 2531002837 Le Quotidien d'Oran 23/02/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN

ETABLISSEMENT PUBLIC DE LA WILAYA POUR LA GESTION DU VILLAGE MÉDITERRANÉE

ORAN LE: 16/02/2025

Avis D'attribution Finale

Appel D'offre National Ouvert N°01/EPWGVM/2025

Conformément Aux Dispositions Du Code Des Marchés Publics Et Des Procédures Y Afférentes, L'établissement Informe les Soumissionnaires Ayant Participé À L'appel D'offre National Ouvert N°01/2025 En Date Du 14/01/2025, Relatif À La Prestation De Services De Nettoyage Des Chambres Et Des Installations De Village Méditerranée, Les Recompenses Finales Pour Le Projet Etaient Les Suivantes:

PROJET	NOM DE SOUMISSIONNAIRE DE L'OFFRE	MONTANT DE L'OFFRE EN DZD (TTC)	REMARQUE
Prestation De Services De Nettoyage Des Chambres Et Des Installations De Village Méditerranée	Kz Aménagement	2 070 124,00 Da	Mieux Disant

DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

ANEPE N° 2531100156 Le Quotidien d'Oran 23/02/2025

•2

12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.20 13h15, le dimanche
14.20 13h15, le dimanche
15.15 XV/15
15.50 Rugby : Tournoi des Six Nations
18.15 Les enfants de la télé
20.00 Journal 20h00
20.30 20h30 le dimanche
21.00 Journal Météo climat
21.05 Oh ! Biz'Art



21.10 Les vétos

Comédie - France - 2019
Avec Noémie Schmidt, Clovis Cornillac, Carole Franck, Matthieu Sampeur
Au cœur du Morvan, Nico, dernier vétéro du coin, se démène pour sauver ses patients, sa clinique, et sa famille. Quand Michel, son associé et mentor, lui annonce son départ à la retraite, Nico sait que le plus dur est à venir. La relève c'est Alexandra, diplômée depuis 24 heures, brillante, misanthrope, et pas du tout d'accord pour revenir s'enterrer dans le village de son enfance. Nico parviendra-t-il à la faire rester ?

•3

21.05 Meurtres en eaux troubles



Série policière - Allemagne - Autriche - 2024
Saison 1 - Episode 18
- A bout de souffle
Avec Matthias Koeberlin, Alina Fritsch, Harry Prinz, Stefan Pohl, Fiona Neumeier
Une tragédie secoue les rives du lac de Constance : le corps inanimé de l'épouse de Victor Ballhoffer dérive dans les eaux glaciales. Le champion d'apnée et son plus proche confident, Sandro Alstätter, effectuent la macabre découverte lors des opérations de recherche.

•4

16.30 Fort Boyard



Saison 35 - Episode 4

Présenté par Olivier Minne
Fort Boyard reste le lieu mythique où le Père Fouras règne en maître sur son trésor. Mais chaque année, de nombreuses équipes tentent de le lui dérober pour venir en aide à de nobles causes, sous le regard bienveillant d'Olivier Minne, aux commandes de l'émission.
18.50 Organisation Super Insolite
19.55 Okoo-koo
21.00 Fallait pas le dire

•5

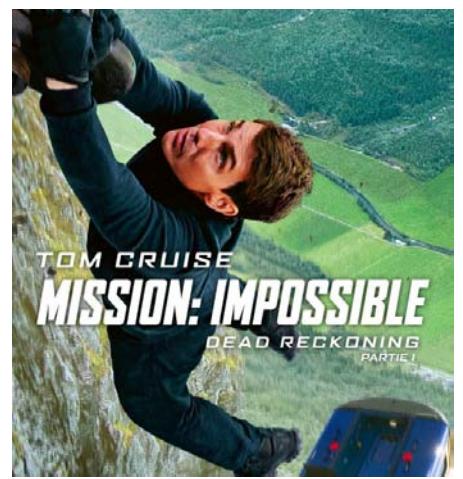
arte

C 8

10.20 Echappées belles
12.00 C Médiaistique
13.00 Escapades aériennes
13.35 C l'hebdo
14.35 Les Jeux du Cirque
17.25 Apocalypses : Hitler attaque à l'ouest 1940
18.30 En société
20.00 C politique
21.05 Le monde en face
21.07 Mayotte, l'impossibilité d'une île
22.20 Le monde en face
23.00 Mayotte, le choix de rester français

13.30 À l'abordage
14.55 Piraterie et esclavage en Méditerranée : Périls en mer au XVIe siècle
15.45 La Havane, mythique eldorado de la fête
16.30 Amazonie péruvienne : Une traversée en solitaire
17.45 Vermeer : la plus grande exposition
18.40 Bertrand Chamayou et Leif Ove Andsnes : Franz Schubert & György Kurtág
20.05 Frank Sinatra ou l'âge d'or de l'Amérique
21.00 Torpilles sous l'Atlantique

09.48 Lumières orthodoxes
09.51 Destins sacrés
10.11 Envie d'agir
10.30 Le mag qui fait du bien
11.05 Les animaux de la 8
12.50 Animaux à adopter
13.10 Sélection C8
13.16 Animaux à adopter
21.10 100 jours avec les secours en hélicoptère

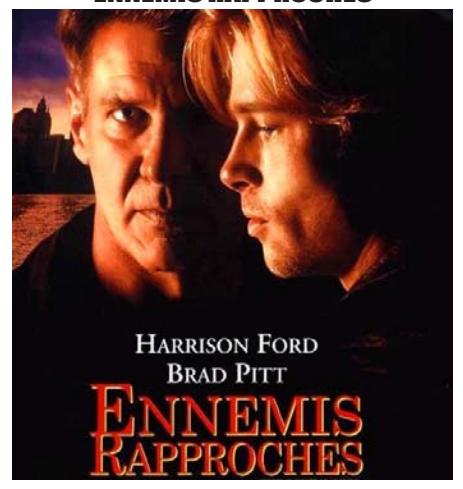


CINE + PREMIER 20.50
MISSION : IMPOSSIBLE - DEAD RECKONING, PARTIE 1

Film d'action - Etats-Unis - 2023

Avec Tom Cruise, Hayley Atwell, Ving Rhames, Rebecca Ferguson
Dans les profondeurs de la mer de Béring, le sous-marin russe Sébastopol, ultraperfectionné et censément indétectable, navigue sous la calotte glaciaire de l'arctique. Mais une série d'événements dramatiques et inexplicables laissent le submersible éventré et son équipage noyé. Peu de temps après, Ethan Hunt est contacté par Eugene Kittridge pour retrouver Ilsa Faust et mettre la main sur une clef scindée en deux parties, donnant accès à un système d'intelligence artificielle hautement perfectionnée qui pourrait donner tous les pouvoirs à son utilisateur.

RTL 9 20.55
ENNEMIS RAPPROCHÉS

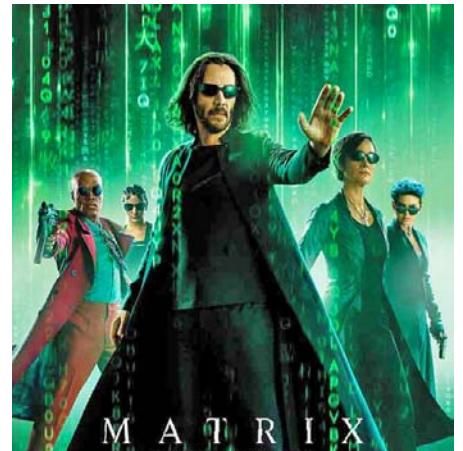


HARRISON FORD
BRAD Pitt
ENNEMIS RAPPROCHÉS

Film policier - Etats-Unis - 1997

Avec Harrison Ford, Brad Pitt, Margaret Colin, Rubén Blades
Activiste de l'IRA, Francis s'exile momentanément aux Etats-Unis et se fait héberger anonymement dans la famille du sergent de police Tom O'Meara. Cependant, sa présence menace la vie de ceux qui l'ont adopté et O'Meara découvre vite son identité. Entre les deux hommes débute un terrible affrontement où toute erreur est impensable.

TFX 21.10
MATRIX RESURRECTIONS



Film de science-fiction - Royaume-Uni - Australie - 2021

Avec Keanu Reeves, Carrie-Anne Moss, Yahya Abdul-Mateen II, Jonathan Groff
Pour savoir si sa réalité est une construction physique ou mentale, M. Anderson, alias Neo, devra choisir de suivre une fois de plus le lapin blanc. S'il a appris quelque chose, c'est que ce choix, bien qu'illusion, reste le seul moyen de sortir de la Matrice ou d'y entrer. Neo sait déjà ce qu'il doit faire, mais ce qu'il ne sait pas encore, c'est que la Matrice est plus forte, plus sûre et bien plus dangereuse que jamais.

TF1

10.05 Automoto

11.00 Téléfoot

11.50 Les douze coups de midi

12.55 Météo

13.00 JT 13h

13.40 Reportages découverte

14.50 Grands reportages

16.10 Les Docs du week-end

17.20 Sept à huit Life

18.20 Sept à huit

19.45 Les nouveaux modèles

19.55 Météo

20.00 JT 20h

20.45 Le goût du détail

21.10 Astérix et Obélix : mission Cléopâtre



Comédie - France - Allemagne - 2002

Avec Christian Clavier, Gérard Depardieu, Edouard Baer, Monica Bellucci

A Alexandrie, en 52 av. J.-C., Cléopâtre, désireuse de prouver la supériorité du peuple égyptien, relève le défi du Romain César : construire un palais en trois mois ! Elle choisit l'architecte Numérobis. Si celui-ci échoue, il sera tué. Numérobis demande alors de l'aide au druide gaulois Panoramix, détenteur d'une potion magique. Avec l'aide d'Astérix et Obélix, ils vont devoir déjouer les ruses d'Amonbofis, rival de Numérobis.

M6

10.20 Turbo

12.30 Sport 6

12.45 Le 12.45

13.25 Scènes de ménages

13.55 Recherche appartement ou maison

16.00 Maison à vendre

17.10 66 minutes

18.40 66 minutes : grand format

19.40 Météo

19.45 Le 19.45

20.10 Sport 6

20.25 E=M6

21.10 Zone interdite



Présenté par Ophélie Meunier

Avec ses infrastructures modernes, son environnement sécurisé, son économie dynamique et son équilibre entre tradition et innovation, le Japon attire de nombreux expatriés. 15 000 Français ont d'ailleurs choisi de s'y installer. Les journalistes du magazine en ont suivi plusieurs afin de comprendre à quoi ressemble leur quotidien. Alors que certains vivent au cœur de l'effervescente capitale de Tokyo, qui compte plus de 14 millions d'habitants, d'autres logent dans des coins plus ruraux, traditionnels et méconnus.

CANAL+

21.05 Rugby : Top 14



- Bordeaux-Bègles / Clermont-Auvergne
Battus pour la première fois de la saison à domicile lors de la 15e journée par Lyon (22-20), Nans Décuing et les Bordelais veulent réagir rapidement pour conserver leur fauteuil de leader. Au classement, les Girondins restent en effet sous la menace de Toulouse et Toulon en embuscade. Les joueurs de Yannick Bru reçoivent, ce soir, une équipe clermontoise qui s'accroche à la cinquième place.

PLANÈTE +

09.32 American Pickers, la brocante made in USA

12.36 JFK : Un destin trahi

14.32 Brian Wilson : Long Promised Road

16.09 Mystérieux objets

17.45 Ramsès le Grand

19.23 American Pickers, la brocante made in USA

20.55 Le génie des bâtisseurs

22.48 Mystérieux objets

TFX

W9

09.40 TFX infos

09.45 Very bad blagues

12.25 Friends

20.02 Petits plats en équilibre

21.05 Petits plats en équilibre

21.10 Matrix Resurrections

23.40 Chroniques criminelles

NPJ

09.30 Mon oncle Charlie

12.15 The Big Bang Theory

18.45 Nouvelles vibes

22.48 Mystérieux objets

12.20 100% poker

12.45 Météo

12.50 Scorpion

16.30 La petite histoire de France

21.10 Joyeuse retraite 2

22.50 Joyeuse retraite !

09.20 Génération Hit machine

10.20 HDM : L'hebdo de la musique



DÉTENTE

Le Quotidien d'Oran
Dimanche 23 février 2025 15

HOROSCOPE

Bélier 21-03 au 20-04

Votre créativité ne vous fera pas défaut, alors ne doutez pas de vos capacités !

Taureau 21-04 au 21-05

Prenez la vie du bon côté. Vous avez tendance à voir les choses en noir. C'est dommage.

Gémeaux 22-05 au 21-06

Sans être téméraire, vous pouvez tout de même prendre quelques risques pour parvenir à vos fins.

Cancer 22-06 au 22-07

Vous pensez ce que vous voulez mais cela ne doit pas vous empêcher d'écouter les conseils que l'on vous donne.

Lion 23-07 au 23-08

N'oubliez pas que les critiques sont parfois constructives. Elles peuvent vous aider à évoluer dans le bon sens. Ne soyez pas parano, tout le monde n'est pas contre vous, au contraire !

Vierge 24-08 au 23-09

Suivez vos envies à condition bien sûr qu'elles ne déséquilibrent pas votre budget.

Balance 24-09 au 23-10

Vous aurez des idées innovantes mais现实的. Faites-en profit pour votre entourage professionnel sans attendre.

Scorpion 24-10 au 22-11

Vous ne pourrez pas compter sur le soutien ou la compréhension de votre entourage. Il faudra faire face.

Sagittaire 23-11 au 21-12

Ne vous emballez pas et prenez le temps de la réflexion avant de vous lancer dans un projet.

Capricorne 22-12 au 20-01

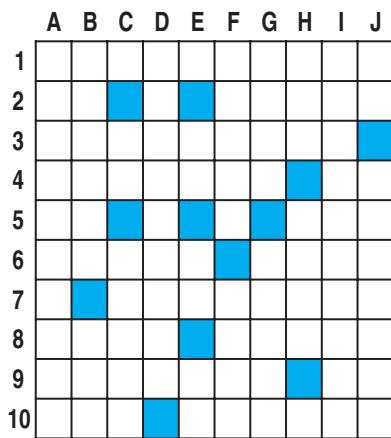
Vous saurez utiliser votre flair pour faire des étincelles dans votre travail. Votre ambition va se réveiller. Il est possible qu'une proposition inattendue vienne perturber vos projets.

Verseau 21-01 au 18-02

Agissez dans l'intérêt collectif. Reconnaissance le travail des autres. Ne vous attribuez pas tous les lauriers.

Poissons 19-02 au 20-03

Le mieux serait d'apprendre à gérer votre énergie pour la conserver le plus longtemps possible.

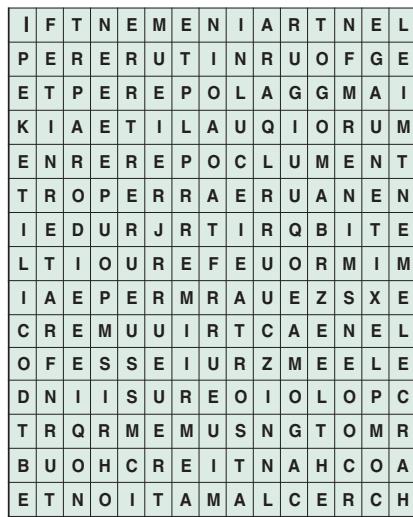


Horizontalement:

- Prise, par exemple, en contre-exemple.
- Halogène.
- Aspiration marquée !
- D'une vieille relation, ce type.
- Echangés. Personnel.
- Sens.
- Tournée en barrique !
- Cours. En un mot !
- Il cherche des prises de bec.
- Sans motif apparent. Tapée.
- Places réservées aux parasols. Préposition.
- Possessif.
- Lingot de fonte.

Verticalement:

- Melons du pape.
- Bête de cirque. Infirme.
- Montée de l'étonnement.
- Pierre fine bleu-vert.
- Article.
- Points opposés.
- Poste de commandement.
- Faire un procès. Ratite.
- Se sentent obligées.
- Nom commun.
- De l'incurie.
- Au dernier point.
- Retorses.
- Préposition.
- Sans mesure.



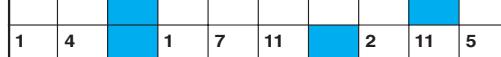
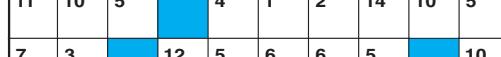
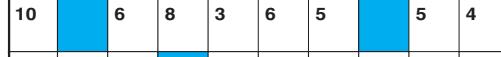
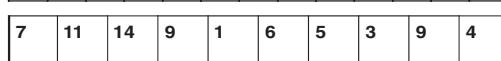
ANGLE – AQUARIUM – ARMURERIE – ATOLL – BOUTURE – BRISURE – CARREMENT – CHANTIER – CHOPE – CHOU – COMPLEXITE – DOCILITE – ENTRAINEMENT – FOURNITURE – FRATERNITE – FRETER – GALOPER – GILET – HARCELEMENT – JUPE – KEPI – MERCIERIE – MIEL – MINER – MUSIQUE – NEON – NUAGE – OPERER – PARODIE – POUPEE – QUALITE – RECLAMATION REPORT – SEMIS – SUEUR – TORSE – ZAZOU.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un appareil de cuisson.

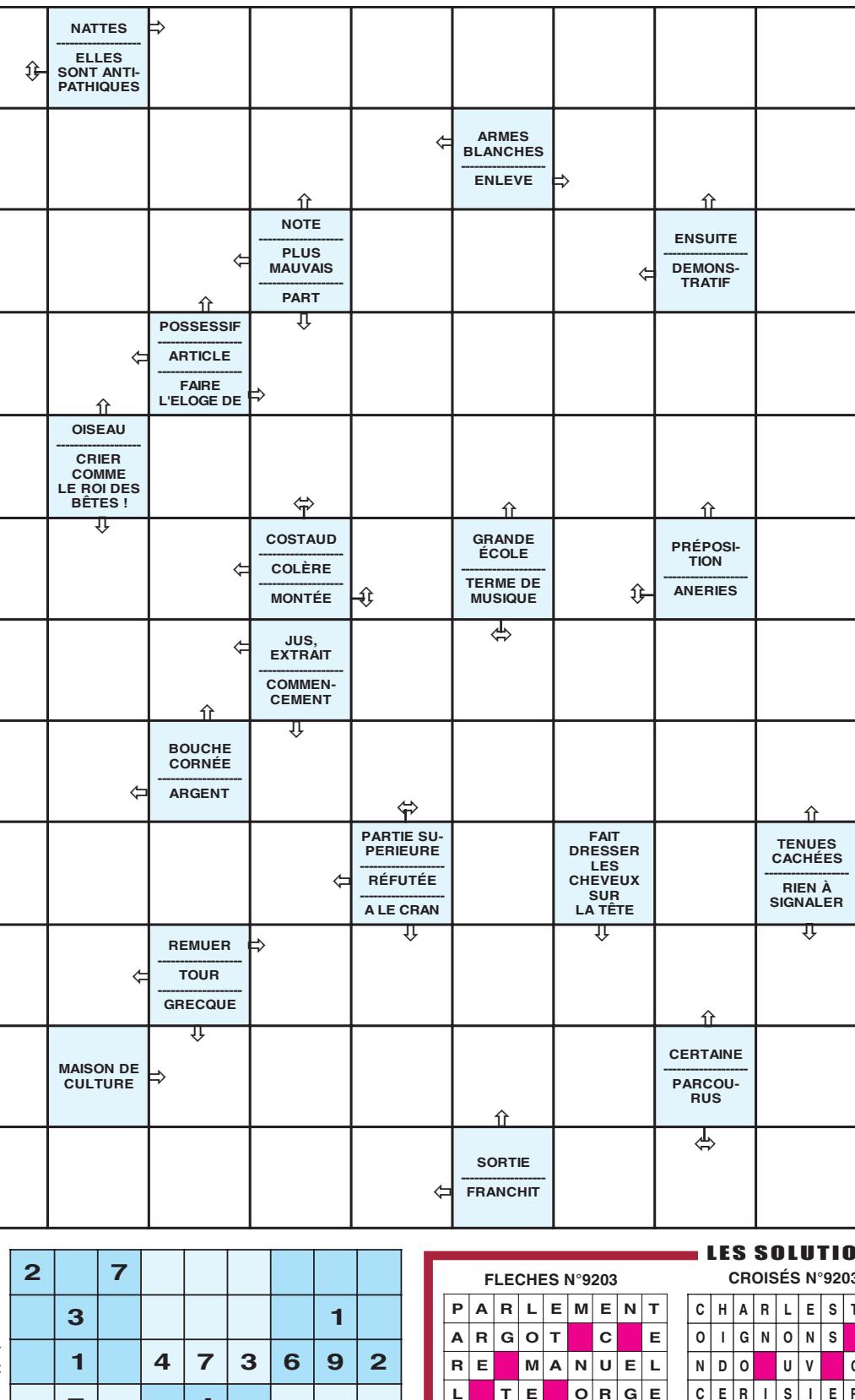
- Mon 2e est une note de musique.

Mon tout est un insecte, symbole du travail.



Jeux proposés par Chérifa Benghani

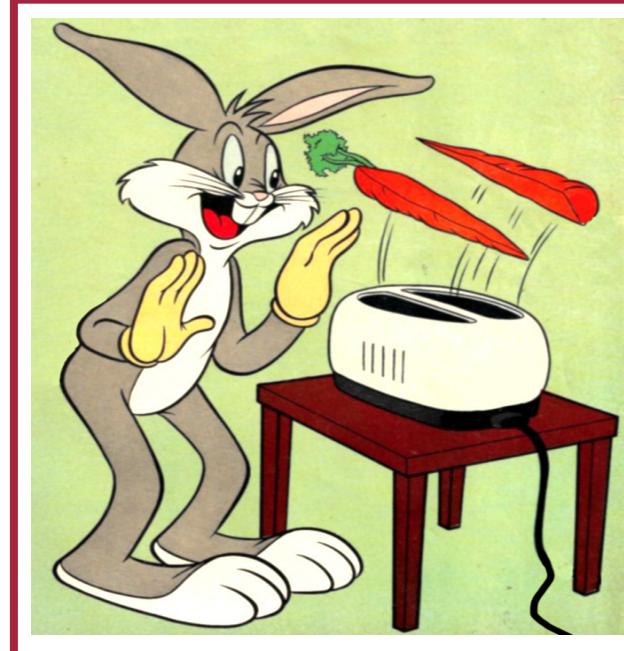
FLECHES N° 9204



SUDOKU N° 9204



CODÉS N° 9204



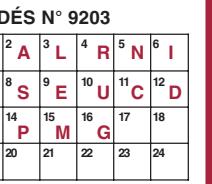
FLECHES N° 9203



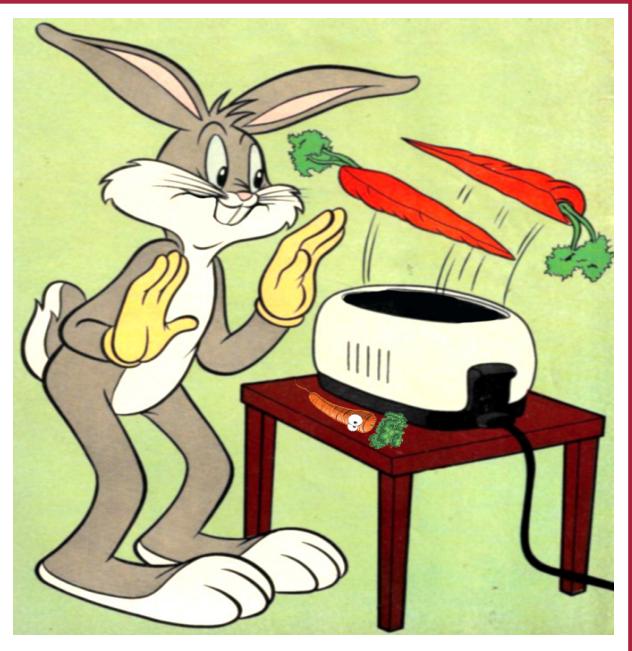
CROISÉS N° 9203



FOUILIS N° 9203:
COUPON (Coup - Pont)



10 ERREURS



Le pape entame sa deuxième semaine d'hospitalisation



Le pape François, 88 ans, entre sa deuxième semaine d'hospitalisation pour une pneumonie des deux poumons, les médecins déclarant qu'il n'est pas «hors de danger», tandis que d'importants cardinaux tentent d'atténuer les spéculations concernant sa démission. Le Vatican a annoncé samedi qu'il ne dirigea pas dimanche, pour la deuxième fois d'affilée, la prière de l'Angélus, ce qui n'a pas empêché plusieurs cardinaux importants de se montrer optimistes et d'écartier toute idée de démission de sa part, en dépit de son état de santé précaire. «Le pape est-il hors de danger ? Non, le pape n'est pas hors de danger», a affirmé le Pr Sergio Alfieri lors d'un point de presse vendredi après-midi à l'hôpital romain Gemelli, où le pontife est soigné depuis son hospitalisation.

«Le vrai risque dans ces cas-là est que les germes passent dans le sang», provoquant ainsi une septième potentiellement mortelle, a-t-il expliqué. En outre, «il faut des jours, voire des semaines, pour voir l'efficacité (...) des thérapies que nous utilisons», a-t-il ajouté.

Zambie : le président limoge sept hauts fonctionnaires



Le président zambien, Hakainde Hichilema, a limogé vendredi un ministre provincial et six secrétaires permanents dans un remaniement ministériel à grande échelle, selon un communiqué de ses services. Il les a remerciés pour leur service, sans entrer dans le détail de ce remaniement.

M. Hichilema a remplacé Henry Sikazwe, ministre de la province de Muchinga (nord-est), par Njavwa Simutowe. Il a également mis fin aux nominations des secrétaires permanents des provinces de Muchinga, de Lusaka (sud), du Copperbelt (centre) et de Luapula (nord), ainsi que du secrétaire permanent du gouvernement pour les missions spéciales et de celui du ministère des Affaires intérieures.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Washington affirme avoir tué un chef jihadiste en Syrie



Les Etats-Unis ont tué un responsable de la branche syrienne d'al-Qaïda, Hurras al-Din, qui a récemment annoncé sa dissolution, a annoncé samedi l'armée américaine. Le Centcom, le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, a précisé samedi sur le réseau social X avoir «éliminé» lors d'une «frappe aérienne de pré-

cision» la veille «Wasim Tahsin Bayraqdar, un haut responsable de l'organisation terroriste Hurras al-Din (HaD), affiliée à al-Qaïda», dans le nord-ouest de la Syrie. Les Etats-Unis, dont des militaires sont déployés en Syrie dans le cadre d'une coalition internationale créée en 2014 pour combattre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), mènent régulièrement des frappes dans ce pays.

Le 17 février, l'armée américaine avait annoncé avoir tué un autre «haut responsable en charge des finances et de la logistique» de Hurras al-Din, sans préciser son identité, près de trois semaines après avoir rapporté avoir tué «Muhammad Salah al-Za'bîr» un troisième «haut responsable» de l'organisation.

Mexique : 70 policiers tués depuis début 2025

Au moins 70 policiers ont été tués au Mexique depuis le début de l'année 2025, ce qui équivaut à une moyenne de 1,4 policier tué chaque jour, selon les données recueillies et publiées vendredi par l'organisation civile mexicaine Causa en Común. Le rapport «Police Murdered 2025» détaille qu'entre le 14 et le 20 février seulement, au moins 12 homicides de policiers ont été enregistrés dans six Etats du pays, précisant que Jalisco (ouest) est en tête de liste avec quatre cas, suivi de Michoacan (ouest), avec trois et Morelos (centre) avec deux, tandis que Colima (ouest), Basse-Californie et Sinaloa (nord-ouest) ont signalé un meurtre chacun.

Causa en Común a également documenté que durant la période allant du 1er octobre 2024 au 20 février 2025, 164 agents assassinés ont été enregistrés, ce qui reflète un «panorama inquiétant» pour les forces de sécurité au Mexique.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

CÉSURE

s'aménager un meilleur confort quand on dispose des moyens financiers pour se garantir un nouvel espace.

Mais ce phénomène nouveau par sa visible propagation interpelle aussi de profondes interrogations par sa rapide naissance quand il élargit la césure au sein de la topographie sociale. Grand bien leur fasse, et mérite naturel aux propriétaires qui ont sué corps et âme pour pouvoir disposer avec de l'argent propre d'un espace vital qui leur convienne. A ceux-là, il ne peut leur souhaiter qu'un bonheur familial conséquent et une paix éternelle. Bien que démolir une villa et en ériger une autre en lieu et place puisse apparaître

sujet de provocation. Avec les nombreuses défigurations économiques et politiques et leur accompagnement par la vitesse vertigineuse de l'argent mal acquis sinon facile, qu'a connues la société, il est fort douteux que ceux-là soient nombreux.

Le fisc a à un large terrain pour du grain à moudre. Non pas seulement pour un accommodement fiscal, mais surtout pour certifier une justice sociale vis-à-vis des démunis et des nécessiteux. Quand on est en mesure de s'investir en architecte exécutif manifeste, on peut tout aussi bien s'engager dans le renforcement de la solidarité nationale.

Par sa délicatesse, le grand sujet actuel de l'immobilier abrite en son sein d'importants nerfs politiques capables d'agir et de renforcer la paix sociale.

Ukraine : les USA appellent l'ONU à adopter une résolution «simple» et «historique»



Le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, a exhorté vendredi les pays membres de l'ONU à approuver une nouvelle résolution «simple» et «historique» proposée par les Etats-Unis sur la guerre en Ukraine et qui, selon des diplomates, ne mentionne pas les territoires occupés par la Russie.

«Les Etats-Unis ont proposé une résolution simple et historique aux Nations Unies que nous exhortons tous les Etats membres à soutenir, afin de tracer un chemin vers la paix», a déclaré M. Rubio dans un communiqué, sans en commenter en détail le contenu.

Panama : nouvelle demande d'annulation des concessions portuaires chinoises

Une nouvelle plainte demandant l'annulation de la concession qui permet à une filiale du conglomérat hongkongais CK Hutchison d'opérer deux ports sur le canal de Panama a été déposée, a indiqué vendredi la justice panaméenne. Une chambre de la Cour suprême a confirmé «l'admission de la demande d'annulation» de la concession, déposée mercredi par un avocat, indique l'instance judiciaire dans un communiqué.

Le président américain Donald Trump a menacé de «reprendre» le canal de Panama au motif qu'il est selon lui exploité par la Chine. Washington considère comme une «menace» le fait qu'une entreprise liée à la Chine exploite des ports aux abords du canal, alors que la voie d'eau est gérée et administrée par une entité panaméenne autonome. Le canal de Panama, construit par les Etats-Unis et inauguré en 1914, est passé aux mains des Panaméens en 1999 suite à la signature de traités bilatéraux.